

Altermondialisation, rêve ou réalité ?



Définition et classification d'une idéologie montante

Travail présenté dans le cadre du Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme
d'études supérieures spécialisées (DESS) en Communication & Développement

Mémoire dirigé par Jorge Magasich

BORDALLO LABAL Juliette

Bruxelles - mai 2006

« La redéfinition de nos objectifs, individuels ou collectifs, passe par le refus de la puissance, c'est-à-dire par le refus de la domination d'êtres humains sur d'autres. (...) Le refus de la puissance, c'est le refus d'imposer à d'autres ce qu'ils n'ont pas voulu ».

Denis CHEYNET in Objectif Décroissance, vers une société harmonieuse, e.d. Parangon, 2003, p201.

L'altermondialisation est un mouvement hétérogène de la société civile qui, tout en contestant la mondialisation néolibérale actuelle, œuvre pour un autre monde. Son objectif est de repenser l'interdépendance des populations mondiales de façon plus juste, plus démocratique, plus respectueuse de l'environnement. L'altermondialisme, regroupant les théories de l'altermondialisation, peut être classifié en cinq grandes catégories : économie, droits humains fondamentaux, environnement, savoir et ordre mondial, elles mêmes subdivisées. Le développement de ses théories, afin que le mouvement soit compréhensible et diffusé par un large public, peut se faire sur un site internet fonctionnant de manière contributive, tel que Wikipédia.

Anti globalization is a non homogeneous movement of the civil society which protests against the new liberal global system and offers alternative proposals for a new world. Indeed, it aims to rethink the interdependence of the populations around the world in a way which would be fairer, more democratic and more respectful to the environment.

The theories of this movement can be organized into 5 categories, namely Economy, Fundamental Human Rights, Environment, Education and Knowledge, and International Institutions. These categories can also be subdivided.

Then, they can be developed on a website which works on a contribution system, such as Wikipedia, so as to make this movement easier for a wide public to understand.

Andersglobalisering is een heterogene beweging van de burgermaatschappij die hoopt op en streeft naar een andere wereld, en wel door de actuele neoliberale globalisering aan te vechten. Doelstelling is opnieuw na te denken over de wederzijdse afhankelijkheid van de verschillende bevolkingsgroepen in de wereld en dit op een meer rechtvaardige en democratische manier en met meer respect voor het milieu. Andersglobalisering kan onderverdeeld worden in vijf categorieën: economie, fundamentele mensenrechten, milieu, kennis en wereldorde. Deze categorieën zijn zelf nog eens onderverdeeld. Het grote publiek vindt meer informatie over deze theorieën op internetsites van de orde van Wikipedia en dergelijke.

Remerciements

Je tiens à remercier tout particulièrement mon Directeur de Mémoire, Jorge Magasich, professeur à l'IHECS, pour son écoute, ses conseils et sa disponibilité.

Je souhaite aussi remercier Claudia Oviedo, assistante du département IHECS formation et Stéphane Wanufel, Coordonateur du DESS Communication et Développement, pour leur soutien, leurs encouragements et pour les précisions de dernière minute.

Merci également à toute l'équipe de Quinoa asbl, pour m'avoir encouragée, donné des pistes de réflexion et prêté des documents.

Enfin, merci à tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce mémoire par leur présence, leurs relectures, leurs traductions, leurs encouragements, leur capacité à dénicher des ouvrages introuvables et leur soutien indéfectible.

Introduction

L'altermondialisation, après avoir fait la une des médias entre 1999 et 2001, semble n'être plus qu'un mouvement folklorique, dont on parle peu. Les altermondialistes sont pris pour de doux utopistes et ne sont pas ou plus vraiment pris au sérieux ; pour certains, l'altermondialisation n'a même jamais existé.

Mais qu'en est-il réellement ? Il semblerait qu'il y ait plutôt un problème de visibilité de ce mouvement, les médias traditionnels ayant tendance à oublier de se faire l'écho des diverses manifestations et actions menées.

« *Un autre monde est possible* » disent les altermondialistes ; oui, mais lequel ? Il existe plusieurs thèses altermondialistes ; certaines ne sont pas nouvelles et puisent leurs racines dans les différents courants de gauche. L'objet de ce travail sera donc d'en donner un aperçu, non exhaustif, mais suffisamment complet pour permettre une vue d'ensemble de l'altermondialisation et surtout de ses théories. Les thèses altermondialistes ne seront donc pas développées en profondeur afin de pouvoir appréhender leur multitude et leur diversité. Cependant, afin de montrer l'interdépendance entre différents aspects de la vie en société et de la vie dans le monde, les exemples présentés se retrouveront dans plusieurs parties. De plus, si l'altermondialisme se veut une alternative pour un autre monde, certaines thématiques sont plus avancées et certaines propositions plus élaborées que d'autres, certains chapitres de ce mémoire seront donc plus développés que d'autres.

Dans un deuxième temps, sera abordé le problème de la visibilité du mouvement. Si les médias traditionnels, pour diverses raisons, oublient l'altermondialisme cela ne veut pas dire que rien n'est fait. La question est : comment dépasser ce handicap afin de conquérir une large audience ? Ce mémoire ne proposera pas de moyens pour rendre ce mouvement populaire, il donnera néanmoins des pistes de réflexion.

S'il n'existe pas actuellement de classification ou de répertoire des thèses altermondialistes, deux ouvrages font référence et ont servi à l'élaboration de ce mémoire : 100 propositions du Forum social mondial 2005 et Alter-démocratie, Alter-économie ainsi que le numéro Pour changer le monde de la revue *Manière de voir*.

A. Altermondialisation

I. La mondialisation

La mondialisation est définie comme “*désignant à la fois un processus historique par lequel des individus, des activités humaines et des structures politiques voient leur dépendance mutuelle et leurs échanges matériels autant qu'immatériels s'accroître sur des distances significatives à l'échelle de la planète, et les résultats d'un tel processus.*” Il s'agit donc d'un fait et non d'une idéologie ou d'un ordre particulier. [WIKIPÉDIA, c, 02/04/06].

La mondialisation actuelle, celle qui est contestée, prend ses formes contemporaines en 1971 quand un groupe de dirigeants de grandes entreprises européennes s'est réuni à Davos. Ces rencontres, auxquelles se sont rapidement associés des hommes politiques et des universitaires, sont aussi à l'origine du G8. L'objectif était d'analyser le monde à travers le prisme économique et d'organiser les relations internationales autour des intérêts économiques des nations. Ce n'est donc pas anodin si l'altermondialisation s'est d'abord cristallisée autour des accords internationaux sur le commerce. [RALSTON SAUL, 2005,46].

Si la mondialisation, comprise comme un accroissement des interdépendances, est inéluctable, notamment suite au développement des technologies de l'Information et de la Communication, elle s'inscrit également à l'intérieur d'un processus de recomposition d'accumulation du capital connu sous le nom de *Consensus de Washington*¹ qui, à la suite de l'effondrement du bloc soviétique, a enclenché la phase néolibérale du développement capitaliste à l'échelle mondiale. Cela a eu pour conséquence de renforcer la part du capital dans les ressources produites par rapport à celle du travail et de l'État. Si cette politique a permis de la croissance et du développement technologique, elle a aussi débouché sur le renforcement du pouvoir pour une minorité dans le monde, sur l'augmentation de la pauvreté (2,8 milliards de personnes vivant avec moins de 2\$ par jour), des inégalités, des pollutions, des guerres. Peu de gens aujourd'hui pensent encore que le marché peut réguler la vie en société et de plus en plus de gens sont de nouveau en faveur d'une intervention de l'État et d'une limitation du secteur économique, pour défendre l'existence de biens non marchands, afin que le droit des affaires ne bafoue plus le droit des peuples. [HOUTART, 2003,1-10].

1 Le Consensus de Washington est un accord de fait entre les organismes financiers internationaux et la Réserve Fédérale des Etats-Unis datant du milieu des années 1970 sur la nécessité d'orienter l'économie mondiale vers une libéralisation des marchés et une suppression des mesures de régulation imposées par les Etats. [Houtart, 2003,1-10].

II. Origines et définition de l'altermondialisation

A. Origines

Les origines de l'altermondialisation sont difficiles à cerner. Certains les situent lors du premier Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre en 2001, d'autres lors des manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de Seattle en 1999, d'autres en 1997 avec les manifestations contre l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) et d'autres encore en 1994 avec la révolution zapatiste contre l'Accord de Libre Commerce des Amériques (ALCA). Certains vont même jusqu'à dire que l'altermondialisme plonge ses racines dans la critique et la contestation du système marchand que ce soit par les pacifistes du début du 20^{ème} siècle, les luttes anticoloniales, les luttes ouvrières ou encore les mouvements pour le droit de vote. S'il est difficile de donner une date d'origine de l'altermondialisation, celle-ci puise ses fondements dans les divers mouvements contestataires de la mondialisation néolibérale à l'échelle planétaire.

Il semble judicieux de retenir comme origine du mouvement altermondialiste la date de 1999, date des manifestations contre l'OMC à Seattle. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité se sont retrouvés une centaine de milliers de personnes et mouvements de tous les horizons de la planète unis contre les représentants de l'organisation mondiale. [Site GÉOCITIES, 02/04/06]. De plus, ce rassemblement a été très fortement médiatisé ce qui a renforcé sa dimension mondiale. Que ce soit des tiers-mondistes, des écologistes, des féministes ou des pacifistes, ils ont en commun de refuser la pente dominante du capitalisme, de chercher au minimum à le réformer et peut-être davantage.

Il est intéressant de noter que les trois dates les plus couramment retenues comme marquant l'origine de l'altermondialisation sont celles de protestations contre l'ordre économique de la mondialisation capitaliste actuelle : 1994 contre l'ALCA, 1997 contre l'AMI et 1999 contre l'OMC. Cependant, si l'altermondialisation a commencé par une contestation de la façon dont est gérée l'économie mondiale, d'où son premier nom d'antimondialisation donné par les médias, elle va aujourd'hui bien au-delà.

B. Définition

Selon Le Petit Larousse Illustré de 2006, l'altermondialisation est un « *mouvement de la société civile qui conteste le modèle libéral de la mondialisation et revendique un mode de développement plus soucieux de l'homme et de son environnement* » alors que l'altermondialisme est l'« *ensemble des conceptions des partisans de l'altermondialisation* ».

L'altermondialisation désigne donc un mouvement de la société civile mondiale qui souhaite changer le monde car « *un autre monde est possible* ». Ce mouvement est hétérogène car il englobe de nombreuses réflexions, alternatives, portées par des personnes et organisations très différentes. Pour cela l'altermondialisation est souvent appelée « *mouvement des mouvements* ». Pour la première fois la société civile s'est organisée au niveau mondial afin de réfléchir ensemble au bien-être de tous et d'appliquer ces réflexions au niveau local. Cette approche se traduit par le célèbre slogan « *Penser global, agir local* ».

L'altermondialisation n'est pas en soi opposée à la mondialisation. Celle-ci est inévitable. En revanche elle est opposée à la mondialisation libérale ou néolibérale actuelle et sur laquelle les simples citoyens n'ont peu ou pas de prise.

Les principaux reproches faits à la mondialisation sont l'augmentation des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, la mainmise sur les ressources (eau, gaz, pétrole, forêts...) par de grandes entreprises multinationales, la libéralisation de la culture, de l'éducation, de la santé au profit des plus riches et au détriment des plus pauvres, la détérioration des conditions de vie de l'ensemble des êtres humains (anéantissement des acquis sociaux tels que les retraites, les salaires minimums...) et les dégâts environnementaux (détérioration de la qualité de l'air, de l'eau, disparition de la biodiversité, brevetage du vivant...). C'est l'ensemble de ces reproches qui sont regroupés dans l'altermondialisation et leur diversité reflète celle de l'altermondialisation. Ces problèmes sont liés entre eux et des alternatives allant du général au spécifique sont mises en avant par des personnes et organisations très variées.

L'altermondialisation est composée des différentes forces sociales confrontées aux conséquences des politiques de la mondialisation néolibérale. On y trouve des citoyens du monde qu'ils soient paysans du Sud ou du Nord, des salariés confrontés à la précarisation et à la remise en cause des systèmes de protection sociale, des pauvres et exclus du Nord et plus généralement les peuples des pays dominés par la colonisation ou la néo-colonisation qui a

suivie. L'altermondialisation en tant que mouvement hétérogène est aussi portée par de nombreuses organisations. Parmi les plus connues, on trouve ATTAC, Via Campesina, OXFAM, l'IPAM (Initiatives Pour Un Autre Monde)... La diversité de ses partisans permet de comprendre la diversité des pistes envisagées pour changer le monde. [MASSIAH, 30/03/06].

L'altermondialisation n'est donc pas une structure linéaire ou verticale mais tient plutôt de la toile d'araignée, du réseau. Dans une toile d'araignée tous les éléments sont reliés entre eux, il en va de même avec l'altermondialisme. L'organisation de la galaxie altermondialiste en réseau est sans doute ce qu'elle a de plus original. Il faut donc aborder le mouvement et ses idées selon une approche systémique².

Tout d'abord, il n'y a pas une seule et unique tête de réseau mais de multiples. En effet, les ramifications de ce réseau sont variables et savent se renouveler. De plus, les mots d'ordre et les objectifs ne sont pas immuables même s'ils se montrent opiniâtres. Enfin, le réseau est difficilement identifiable en tant qu'ennemi ou même partenaire : toutes les organisations le représentent, d'Attac à Greenpeace, mais personne n'est formellement mandaté pour représenter l'entièreté du mouvement, c'est ce qui le rend si difficilement appréhendable.

Parmi les altermondialistes, on trouve généralement deux courants, différents et complémentaires : d'une part des radicaux (issus des courants communistes et anticapitalistes) souhaitant éradiquer complètement le capitalisme et ses structures, d'autre part des modérés (issus des courants de la gauche traditionnelle et des réformistes) voulant réformer en profondeur le capitalisme pour le rendre plus respectueux des humains et de l'environnement. Les deux approches ont le même objectif, celui d'un autre monde faisant primer l'intérêt général de la planète et de ses habitants sur le profit, la croissance et le progrès à tout prix. Cependant leurs méthodes pour y parvenir diffèrent. Les thèses et les propositions altermondialistes reflètent cette disparité et il n'y a donc pas UNE solution envisagée, mais un grand nombre s'articulant autour de plusieurs principes généralement reconnus par l'ensemble du mouvement.

L'altermondialisation est donc le **mouvement hétérogène** de la société civile qui, tout en contestant la mondialisation néolibérale actuelle, œuvre **pour un autre monde**. Ses idées et théories sont exprimées au sein de l'altermondialisme, une sensibilité alternative, qui n'est ni le

² Il s'agit d'une méthodologie transdisciplinaire permettant de rassembler et d'organiser les connaissances en vue d'une plus grande efficacité de l'analyse. Elle entend englober la totalité des éléments d'un système ou d'une réalité observée, ainsi que leurs interactions et leurs interdépendances. Elle se distingue donc de l'approche analytique qui tend à isoler les composantes d'un système pour les étudier séparément.

capitalisme, ni le communisme mais qui se positionne à gauche sur l'échiquier politique, et dont l'objectif est de **repenser l'interdépendance des populations mondiales** de façon plus juste, plus démocratique et plus respectueuse de l'environnement.

III. La classification de l'altermondialisme

S'il n'y a pas de structure formelle de l'altermondialisation, il n'y a pas non plus de texte fondateur de l'altermondialisme. Il existe néanmoins quelques documents regroupant des idées généralement admises par les altermondialistes, et exprimées principalement lors des forums sociaux, qu'ils soient mondiaux ou locaux. Cependant, il est très important de noter que ces textes ne parlent pas au nom du Forum : *"Les rencontres du Forum Social Mondial n'ont pas un caractère délibératif en tant que Forum Social Mondial. Personne ne sera donc autorisé à exprimer au nom du Forum, dans quelque édition que ce soit, des prises de position prétendant être celles de tous les participants. (...) Il ne constitue donc pas d'instance de pouvoir que peuvent se disputer ceux qui participent à ces rencontres, ni ne prétend constituer l'unique alternative d'articulation et d'action des instances et mouvements qui en font partie."* [Site FSM, 04/05/06].

Depuis le premier Forum Social Mondial de 2001 à Porto Alegre on a vu émerger un espace public planétaire de la citoyenneté et des luttes. C'est lors de ce forum qu'à été écrit Le Manifeste de Porto Alegre, [site ATTAC, 06/05/06] qui reprend les idées recueillant un très large accord au sein de l'altermondialisation et qui se veut un socle minimum de douze points pour la construction d'un autre monde possible. Ces douze points peuvent être regroupés en grands thèmes tels que **l'Économie** (annulation de la dette du tiers-monde, taxes internationales, commerce équitable, agriculture paysanne...), les **Droits Humains Fondamentaux** (droits de tous à l'emploi, la protection sociale, l'égalité, la santé, la souveraineté alimentaire...), **l'Environnement** (respect des accords déjà signés, gestion démocratique des ressources, sobriété énergétique...) et **l'Ordre Mondial** (réformer l'Organisation des Nations Unies, y inclure le Fond Monétaire International et l'OMC...). Ces quatre catégories seront donc la base de la classification de l'altermondialisme. Une autre catégorie est ajoutée, celle du **Savoir** (éducation, recherche, culture...). Dans chacune de ces catégories se retrouvent les luttes, les courants, les propositions ainsi que les réussites altermondialistes.

A. L'Économie

La catégorie économie reprend les différents aspects de la vie économique de la planète, qu'il s'agisse d'industrie, de commerce, d'agriculture de finance ou encore de fiscalité. Tout comme au sein des autres catégories, si les altermondialistes ne sont pas tous d'accord sur la façon d'arriver à un même but, un concept prévaut, celui de justice économique, aussi bien entre États qu'entre individus ou encore entre acteurs économiques.

1. Le Commerce & L'Industrie

Les revendications sur le commerce sont parmi les plus avancées du mouvement. De façon générale, il s'agit de **promouvoir toutes les formes d'économie solidaire** (commerce équitable, microcrédit, monnaie sociale...) en refusant les règles libre-échangistes de l'Organisation Mondiale du Commerce. Le commerce équitable, par exemple, est défini, selon l'organisation FINE ³ comme : *"un partenariat commercial qui se veut une alternative au commerce international traditionnel et dont l'objectif est de parvenir à un développement harmonieux et durable des producteurs défavorisés et marginalisés. Pour cela, il offre de meilleures conditions commerciales, en attirant l'attention du public et en menant des campagnes"*. [Site EQUITERRE, 01/02/06]. Ses objectifs sont les suivants :

- ✓ Améliorer les revenus et le bien-être des producteurs en leur facilitant l'accès au marché, en renforçant les organisations de producteurs, en leur garantissant un meilleur prix, et en instituant une continuité dans les relations commerciales.
- ✓ Favoriser le développement des producteurs défavorisés et tout particulièrement les femmes et les personnes vivant dans la misère.
- ✓ Protéger les enfants de l'exploitation dans le processus de production.
- ✓ Éveiller la vigilance des consommateurs sur les effets négatifs du commerce international sur les producteurs, afin qu'ils se servent de leur pouvoir d'achat de manière positive.
- ✓ Créer des relations commerciales modèles à travers le dialogue, la transparence et le respect.
- ✓ Mener campagne pour obtenir un changement dans les règles et les pratiques du commerce international conventionnel.

³ F.I.N.E regroupe quatre institutions majeures. FLO (Fairtrade Labelling Organization), IFAT (International Fair Trade Association), NEWS ! (Network of European WorldShops) et EFTA (European Fair Trade Association) qui cherchent à coordonner leurs actions, à donner un même sens au commerce équitable et surtout à construire et préserver la confiance nécessaire au bon développement du commerce équitable.

- ✓ Défendre les droits de l'Homme en encourageant la justice sociale, les pratiques environnementales saines et la sécurité économique.

Ces mesures permettraient d'aller progressivement vers **un alignement par le haut des normes sociales**, telles que définies par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), **et des normes environnementales**. Une des revendications supplémentaires liée au commerce et qui fut la cause des premières manifestations altermondialistes est la suppression de l'éducation, de la santé, des services sociaux et de la culture du champ d'application de l'**Accord Général sur le Commerce et les Services** (AGCS, ou en anglais GATS - General Agreement on Trade and Services). Il s'agit d'un accord multilatéral, élaboré par l'OMC depuis 1995 sous l'impulsion des États-Unis et qui vise à "libéraliser", autrement dit privatiser, tous les services, éducation, santé, énergie, eau, transports... Cet accord est, dans la pratique, irréversible. Il sera placé au-dessus des législations nationales : aucune loi actuelle ou future votée par des représentants des citoyens ne pourra lui être opposée. Ne pas en avertir les citoyens et ne pas débattre avec eux des avantages et des inconvénients d'un tel accord est, pour les altermondialistes, une atteinte inacceptable à la Démocratie. À la volonté de l'OMC d'imposer cette norme, plusieurs villes, universités, sites Internet de part le monde se sont, par exemple, déclarés « zones hors-AGCS ». [Portail HORS AGCS, 04/05/06].

Outre la lutte contre l'absence de représentativité des instances mondiales, les altermondialistes envisagent **d'internaliser les coûts des transports**, ce qui consiste notamment à payer un moyen de transport en fonction de son coût écologique, de **relocaliser les activités** et de lutter contre la division internationale du travail afin de diminuer le coût écologique des transports tout en favorisant les industries et commerces locaux.

Si, contrairement aux thèses communistes, la nationalisation des moyens de production n'est pas une mesure faisant l'unanimité au sein de l'altermondialisme, des idées allant dans ce sens sont mises en avant. Il s'agit, d'une part, de renforcer (ou mettre en place selon le cas) le pouvoir des travailleurs sur les stratégies et la gestion des entreprises, et d'autre part, de **socialiser les moyens de production**, c'est-à-dire que la gestion et la propriété des entreprises doivent être celle des employés eux-mêmes et non pas de l'État qui, bien souvent, est critiquable ou des actionnaires, qui ne participent qu'indirectement à la production de richesse.

2. *L'Agriculture*

La principale mesure à adopter concernant l'Agriculture consiste à promouvoir l'agriculture paysanne afin de garantir le **droit des peuples à la souveraineté alimentaire** de chaque pays ou groupement de pays. Cela passe par la suppression totale des subventions à l'exportation (en premier lieu celles des Etats-Unis et de l'Union Européenne) et la possibilité de taxer les importations afin d'empêcher les pratiques de dumping. En effet, les subventions européennes et américaines entraînent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent : par le biais des subventions arrivent sur les marchés du Sud des produits agricoles moins chers que ceux produits localement ce qui nuit à l'économie locale et empêchent les agriculteurs de vivre de leur travail. Ils se voient alors contraints de licencier ou de fermer leur exploitation et viennent grossir les rangs des exclus et opprimés. De plus, les produits arrivant dans le Sud ne sont pas forcément des « bons » produits, ils sont le plus souvent interdits à la vente dans le Nord car ils ne correspondent pas aux normes d'hygiène ou de production en vigueur. Si l'on ajoute la problématique de la chaîne du froid, souvent rompue à l'arrivée dans les pays du Sud, on ne s'étonnera pas que la plupart de ces produits soient nuisibles à la santé humaine.

Une autre demande est faite, notamment dans les pays d'Amérique Latine, celle de la mise en place de **réformes agraires**. En effet, la répartition des terres est issue de la colonisation, c'est-à-dire que ces terres sont réparties en grands domaines, le plus souvent improductifs et laissés à l'abandon. Les paysans, notamment le mouvement des *paysans sans terres* au Brésil, demandent une redistribution des terres. Au Venezuela, par exemple, cette réforme a été mise en place avec l'arrivée d'Hugo Chavez au gouvernement.

A cela s'ajoute la problématique des **Organismes Génétiquement Modifiés** (OGM). Chaque pays doit pouvoir décider souverainement s'il souhaite importer ou non des OGM et s'il souhaite les voir cultivés sur son sol et non pas se voir imposer cette décision sans contestation possible.

Concernant les intrants (pesticides et autres engrais), si certains prônent leur suppression et le retour à une agriculture totalement biologique, d'autres sont partisans d'une agriculture raisonnée : on admet l'utilisation d'intrants mais juste ce qu'il faut pour la production sans que cela nuise à l'environnement. Cette différence est aussi celle qu'il y a entre les tenants de la **Décroissance** et ceux du **Développement Durable**.

Le développement durable penche pour une utilisation des ressources qui ne nuise pas aux générations futures tout en soutenant l'idée de croissance. C'est cette idée de croissance qui

est remise en question dans l'idée de décroissance. Ses partisans estiment que, principalement au Nord, la croissance nuit plus à l'humanité qu'elle ne lui profite et qu'il faut agir en conséquence. Dans les deux cas, des mesures comme le recyclage systématique, la réduction du nombre d'emballages d'un produit, la limitation de l'utilisation de la voiture (et son corollaire l'augmentation de l'utilisation des transports en communs), le non gaspillage des ressources (eau, électricité)... font l'unanimité. En revanche, quand il s'agit de supprimer l'agriculture industrielle les deux courants s'opposent. L'un parle d'agriculture raisonnée, l'autre d'agriculture paysanne. Le premier arguant que la seule agriculture paysanne ne peut permettre de fournir de la nourriture à toute la planète, le second répondant qu'il faut aussi réapprendre à manger correctement et ne pas vouloir des fraises en hiver quand on vit en France. Les partisans de la décroissance font souvent le parallèle avec l'augmentation de personnes obèses dans les pays du Nord, conséquence d'une « malbouffe » généralisée. Manger moins pour manger mieux dans le Nord ce qui permettrait aussi de dégager des ressources pour le développement de l'agriculture, l'industrie et le commerce dans le Sud.

3. La Finance

Une des mesures phares de cette catégorie consiste en **l'annulation de la dette du tiers monde**. Nous ne développerons pas ici les arguments en sa faveur, mais cette revendication repose sur le fait que ladite dette a déjà été payée plusieurs fois par les pays du Sud et qu'ils remboursent les intérêts, variables, de celle-ci depuis déjà de nombreuses années. Outre le fait que l'argent envoyé ainsi au Nord ne profite pas aux pays endettés et que les sommes sont plus élevées que « l'aide » apportée par les pays du Nord aux pays du Sud, il faut aussi prendre en compte que l'argent versé aux pays du Sud n'est que très rarement arrivé jusqu'à la population et a servi à enrichir les castes dirigeantes, fait que connaissaient pertinemment les dirigeants des pays du Nord.

Si l'on envisage de créer un ordre mondial, il est nécessaire aussi de mettre en place ses mécanismes de financement. De plus, si il y a des mécanismes de solidarité à l'intérieur d'un pays, il est impératif dans un univers mondialisé de penser des mécanismes similaires à l'échelle planétaire. Les altermondialistes envisagent à cet effet la mise en place de **taxes internationales** sur les transactions financières (la proposition la plus avancée en la matière est la taxe Tobin), sur les investissements directs à l'étranger, sur les bénéfices des multinationales (qui souvent ne payent pas ou peu d'impôts, aussi bien dans les pays où elles sont implantées que dans les pays où elles ont leur siège), sur les ventes d'armes et sur les activités à forte émission de gaz à effet de serre. Ces mesures, associées à l'obligation pour les pays riches de

verser impérativement, au titre de l'aide au développement, les **0,7% de leur Produit Intérieur Brut** (PIB), contribution qu'ils promettent depuis 1974, sans jamais l'atteindre, permettraient de financer les aspects sociaux de la mondialisation : lutte contre les grandes pandémies, accès à l'eau potable, à l'éducation, à la santé, au logement, à l'éducation ainsi qu'aux services sociaux.

4. La Fiscalité

Concernant la fiscalité, les revendications altermondialistes vont du désir de plus de justice à une fiscalité qui soit, à l'échelle planétaire, la même pour tous, en regard de ses capacités.

Les altermondialistes proposent **le démantèlement de toutes les formes de paradis** fiscaux et bancaires auquel s'ajoute le démantèlement des paradis judiciaires. Ces paradis, disent les altermondialistes, permettent la corruption, favorisent les différents trafics, (drogues, ventes d'armes...) et autorisent les fraudes, évasions fiscales et autres opérations délictueuses. Ce sont des zones hors-droit qui servent plus les inégalités entre États et entre citoyens que la justice mondiale. Il est envisagé dans un premier temps de taxer fortement les flux de capitaux entrant ou sortant de ces « paradis » afin d'aller vers une suppression progressive de ceux-ci.

B. Les Droits Humains Fondamentaux

Les droits humains sont une préoccupation mondiale depuis la création, le 10 décembre 1948, de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme par l'Organisation des Nations Unies (ONU). L'application de ces droits (liberté, égalité, santé, travail...) est revendiquée par les altermondialistes à l'exception de deux qui sont remis en question : le droit à la propriété privée et le droit à la propriété intellectuelle. Si ces Droits Humains sont généralement acceptés par tous, leur application est loin d'être universelle, y compris dans les pays du Nord. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est une belle déclaration d'intentions mais elle n'a rien de contraignant pour les Etats qui peuvent choisir de s'y plier ou non sans grandes conséquences. C'est principalement l'application de cette déclaration qui est revendiquée. [WIKIPEDIA, b, 04/05/06].

Nous avons déjà abordé la question du financement des Droits Humains Fondamentaux dans la catégorie *Finances*. Les revendications concernant cette catégorie sont nombreuses et découlent de l'observation des inégalités, tant au niveau mondial, qu'au niveau local. La suppression du social du champ d'application de l'AGCS est un des points phares des revendications actuelles, nous l'avons vu dans la catégorie *Commerce & Industrie*. Les

altermondialistes demandent également la reconnaissance au niveau mondial du **droit des peuples à disposer d'eux-même**, de leurs **droits politiques, économiques** (notamment la maîtrise des ressources naturelles) et **culturels**.

Pour ce faire, les altermondialistes demandent la **mise en place de politiques publiques** faisant du droit de chaque habitant de la planète à un emploi, à la protection sociale et à la retraite un impératif comme le stipule l'article 22 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme: « *Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays.* ». De plus, ils demandent à ces mêmes politiques publiques de lutter contre toutes les formes de discrimination, de sexisme, de racisme et de xénophobie.

1. La Protection Sociale

L'article 25 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen consacre le Droit à la protection sociale de la façon suivante :

« 1. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ; elle a droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La maternité et l'enfance ont droit à une aide et à une assistance spéciales. Tous les enfants, qu'ils soient nés dans le mariage ou hors mariage, jouissent de la même protection sociale. »

Avec 850 millions d'habitants souffrant de malnutrition, un milliard de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et trois milliards de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour, on est loin d'avoir atteint l'égalité de tous dans le cadre des droits humains. Les altermondialistes demandent avant toute chose que soient respectés les traités et déclarations internationaux et que leur soit attribuée une valeur coercitive avec la mise en place d'une **justice internationale**.

a. La Santé

La santé est un droit. Or, dans de nombreux pays, il est impossible aux citoyens de se soigner correctement faute de moyens financiers le permettant. Le cas des médicaments contre le Sida est exemplaire. Faute d'avoir assez d'argent pour payer les brevets d'utilisation, de nombreux pays se retrouvent dans l'impossibilité de soigner leur population. L'Afrique du Sud s'est vu intenter un procès pour avoir mis sur le marché des médicaments génériques afin de lutter contre le virus du Sida. Suite à une mobilisation mondiale, les compagnies pharmaceutiques ont retiré leur plainte et l'Afrique du Sud a obtenu gain de cause au nom de la santé humaine. Il s'agit de l'un des cas où la propriété intellectuelle est remise en cause car elle va à l'encontre du droit à la santé.

Comment financer la recherche en matière de santé et faire que les avancées réalisées puissent servir à l'humanité dans son ensemble? Au-delà du problème de **l'accès aux médicaments** par les pays du Sud, se pose un autre problème : celui des **laboratoires pharmaceutiques** qui, refusant le principe des médicaments génériques, modifient un tout petit peu la composition de leur médicament afin que celui-ci ne devienne pas un médicament générique, sans qu'il y ait pour autant amélioration du produit. Dans une logique de grande entreprise recherchant des bénéfices, les entreprises pharmaceutiques en oublient parfois leur but premier : soigner. Il est donc impératif de mettre en place des mécanismes publics de contrôle de qualité et de prix des médicaments. Les politiques de santé au niveau des États devraient elles aussi agir et privilégier le remboursement des médicaments génériques. [PIGNARRE, 21/04/06].

b. L'Emploi

Les articles 23 et 24 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme consacrent le droit au travail de la façon suivante :

- « 1. Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage.*
- 2. Tous ont droit, sans aucune discrimination, à un salaire égal pour un travail égal.*
- 3. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale.*
- 4. Toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts.*

Toute personne a droit au repos et aux loisirs et notamment à une limitation raisonnable de la durée du travail et à des congés payés périodiques. »

L'observation des conditions de travail à travers le monde montre que l'on est loin d'arriver à de telles normes et que les règles édictées, par l'OMC notamment, ne sont pas en accord avec ces principes. Un des principes du commerce équitable est notamment la juste rémunération du travail. Les altermondialistes demandent aussi que soient respectées les **normes de l'Organisation Internationale du Travail** (limitation de la durée du temps de travail à 8 heures par jour et 48 heures par semaine, protection contre le chômage, repos hebdomadaire, maternité, accidents du travail...). [Site OIT, 04/05/06].

c. Le Logement

Le logement est un droit, et si ce droit est relativement respecté dans les pays du Nord (les Sans Domicile Fixe n'en bénéficient pas) il l'est beaucoup moins dans les pays du Sud, où des quartiers entiers sont construits avec des matériaux de récupération, sans eau ni électricité courante. Qu'on les appelle bidonvilles ou favelas, ces lieux sont insalubres et sont le cadre de vie de milliers de personnes. Comme pour la majorité des droits humains fondamentaux, les altermondialistes demandent la mise en place de **politiques publiques** afin de remédier à cet état de fait.

C. L'Environnement

L'environnement est l'une des préoccupations phare du mouvement altermondialiste, au Nord comme au Sud. La Charte de Porto Alegre l'annonce en ces termes : il faut « *prendre des mesures urgentes pour mettre fin au saccage de l'environnement et à la menace des changements climatiques majeurs dus à l'effet de serre et résultant en premier lieu de la prolifération des transports et du gaspillage des énergies non renouvelables.* »

Les mesures préconisées vont de l'international au local, c'est-à-dire de la mise en place d'une **institution mondiale**, démocratique et dotée d'un pouvoir coercitif, chargée du respect global de la protection de l'environnement, jusqu'à l'action de tout un chacun au quotidien, en passant par les mesures que devraient prendre les États, régions et communes. Les altermondialistes demandent dans un premier lieu l'application des accords, conventions et traités existants même si ils sont insuffisants ainsi que la maîtrise démocratique des ressources naturelles, en particulier l'eau potable, indispensable à la survie humaine.

Un constat est fait, et pas seulement par les altermondialistes : l'utilisation actuelle des

ressources naturelles n'est pas viable sur le long terme. **L'empreinte écologique**⁴ des pays du Nord est telle que la consommation mondiale est supérieure à la capacité de la planète. Il faut donc une répartition plus juste des richesses et une utilisation responsable de façon à ne pas hypothéquer l'avenir des générations futures tout en promouvant le développement des pays du Sud. Ce qui revient à dire que les pays du Nord doivent consommer moins et mieux les ressources de la planète.

1. Les Ressources Naturelles

Les ressources naturelles sont des ressources fragiles qui ont été mises à mal par leur exploitation intensive, leur privatisation, le mode de développement promu par les pays du Nord... Pollution, déforestations, surexploitation des espèces animales... L'homme ne prend pas soin de son espace vital et les conséquences sont lourdes, sur le climat, sur la santé, sur la biodiversité, sur les écosystèmes... Les altermondialistes et principalement les écologistes au sein de l'altermondialisation (et en dehors) exigent la mise en œuvre rapide de mesures. Le pétrole, qui commence à faire défaut aujourd'hui après plusieurs « chocs pétroliers », a mis des milliers d'années à être fabriqué par la nature et il est gaspillé sans état d'âme. Différents types de mesures sont envisagés : la **limitation** de l'utilisation des ressources pour permettre leur renouvellement pour les générations futures (pétrole, gaz, espèces animales, espèces végétales...) ; la **protection** des espaces menacés et la gestion démocratique de ceux-ci tant au niveau mondial qu'au niveau local. Cela passe par des mesures simples comme le fait de ne pas prendre la voiture pour de petits trajets, de limiter le gaspillage d'électricité (appareils en veille, lumières allumées dans des pièces ou il n'y a personne) le gaspillage d'eau (laver sa voiture à l'eau potable, laisser couler les robinets pendant le brossage de dents...)...

2. L'Énergie

L'utilisation des **énergies fossiles** n'est pas soutenable sur le long terme pour le développement équilibré et durable de toute la planète. On ne reviendra pas ici sur le problème de pénurie de pétrole qui commence à se faire sentir ou ne va pas tarder à se faire sentir, après seulement 50 ans de consommation intensive, soit moins que la durée d'une vie humaine. A la pénurie s'ajoute le problème de la pollution : les gaz à effets de serre, les rejets de CO² dans l'atmosphère...

⁴ L'empreinte écologique est une mesure de la pression qu'exerce l'homme sur la nature. C'est un outil qui évalue la surface productive nécessaire à une population pour répondre à sa consommation de ressources et à ses besoins d'absorption de déchets. [Site WWF, 04/05/06].

Certains avancent le nucléaire comme solution à la pollution et à la surexploitation des ressources. Or, on ne peut pas être pro-nucléaire et altermondialiste. Les déchets issus de l'énergie nucléaire sont une bombe à retardement : leur durée de vie se compte en millénaires, on ne sait pas les traiter, on les enfouit, en espérant que les générations futures trouveront une solution. De plus, le **nucléaire** utilise lui aussi des ressources naturelles fossiles :

- ✓ l'uranium qui est extrait des pays du Sud dans des conditions inhumaines et exportées de façon à ce que se soient les multinationales et quelques dirigeants qui profitent des bénéfices engendrés
- ✓ L'eau qui sert à refroidir les réacteurs. Lorsqu'elle est rejetée, sa température comporte quelques degrés supplémentaires, cette élévation de température cause des dommages à l'écosystème des rivières. Les altermondialistes prônent donc le développement des énergies renouvelables **éolienne** et **solaire**. Ces énergies ne produisent pas de déchets, elles sont accessibles à tous et la nature de leur structure, locale, permet de ne pas avoir à déplorer la déperdition due au transport de l'électricité. (On ne parle pas ici de grands barrages hydrauliques, condamnés pour leur action néfaste sur les écosystèmes).

3. Les déchets

Les déchets sont un des problèmes liés à l'environnement. A titre d'exemple aujourd'hui, un ménage français produit en moyenne 500 kg de déchets chaque année. Les emballages représentent à eux seuls 30% des ordures ménagères en poids et 50% en volume. [Site ACTION CONSOMMATION, 29/04/06]. Les altermondialistes, tout comme les écologistes, prônent en premier lieu une **réduction des déchets à la source**, c'est-à-dire une réduction du nombre d'emballages. Les produits informatiques doivent-ils être emballés dans du plastique puis dans du carton puis de nouveau dans du plastique avant d'être protégés par un polystyrène et enfin mis dans un carton d'emballage visible pour le consommateur ? De plus de nombreux produits et de nombreux emballages contiennent des substances toxiques pour l'environnement mais aussi pour la santé humaine. Les altermondialistes demandent leur retrait au nom du bien être humain et non leur maintien au nom de la croissance économique. Une autre mesure est de développer la **récupération** plutôt que la consommation avec la favorisation de structures comme *Emmaüs, Les petits riens...* qui récupèrent, réparent et revendent les biens de consommations rejetés. Et enfin, dernière mesure : le **recyclage** des déchets. Cependant, les étapes précédant le recyclage sont importantes car celui-ci, s'il est nettement préférable à l'enfouissement ou à l'incinération des déchets, reste polluant. On ne peut, en outre, recycler un produit à l'infini.

D. Le Savoir

Si la critique de la pensée dominante et la maîtrise des connaissances accompagnent les mouvements sociaux depuis des lustres, la question des savoirs reste encore marginale au sein de l'altermondialisme. Cependant, il y a de plus en plus de revendications concernant la préservation des savoirs et cultures indigènes et populaires, notamment en Amérique Latine. La mondialisation libérale a largement dépassé le cadre du commerce et s'attaque maintenant au champ des connaissances. L'AGCS en est la preuve. Les altermondialistes, comme d'autres avant eux, s'opposent à une pensée dominante et à la marchandisation des savoirs. Ils sont, comme l'eau, des biens communs de l'humanité.

1. *L'Éducation & la Recherche*

L'éducation et la recherche sont de plus en plus soumises aux stratégies libérales. Un peu partout dans le monde, les États réduisent les budgets alloués à ces secteurs tandis que, depuis déjà 30 ou 40 ans, croissent les investissements privés. Les valeurs de gratuité et d'égalité face à l'éducation et à la recherche, inspirées par la recherche de l'intérêt général, s'effacent devant la marchandisation qui préfère une logique économique du savoir, une logique de rentabilité définie par des objectifs commerciaux directement applicables aux entreprises qui financent ces secteurs. De plus en plus d'universités sont contraintes, suite aux réductions budgétaires, de vendre leurs formations, d'augmenter les frais d'inscriptions, de réduire leurs coûts, notamment par une pression sur les salaires, d'orienter leurs axes de recherche vers le rentable plutôt que vers l'utile et de rechercher les financements privés. [GUIHÉNEUF, 2006, 13].

La recherche, qui était surtout publique, est devenue principalement privée ; elle est de plus en plus axée sur les innovations permettant aux entreprises de gagner des parts de marché, les arguments des libéraux étant que les citoyens choisiront la meilleure innovation. Or, ce n'est pas le cas. Les entreprises financent les demandes solvables du marché, autrement dit, rentables et laissent de côté d'autres recherches, même si celles-ci sont importantes pour l'humanité. Les recherches sur le Sida ou sur la malaria en sont la preuve. Si elles n'avancent pas aussi rapidement que les recherches sur le cancer, c'est notamment parce que la plupart des malades sont des gens du Sud, non solvables. De plus, la privatisation de la recherche, notamment en termes de santé entraîne un accès à deux vitesses, le tarif des brevets étant si élevé que les pays qui ont le plus besoin des médicaments s'en trouvent privés au nom de la logique économique.

Bien qu'elles fassent l'objet d'échanges marchands, les connaissances ne sont pas seulement une marchandise mais revêtent un intérêt stratégique dans un monde où l'innovation technologique, la propriété intellectuelle, la formation mais aussi le débat d'idées sur les choix de société constituent des enjeux cruciaux. L'enjeu se situe aussi bien dans la maîtrise des savoirs, leur orientation, leur mise à disposition, que dans la formation des responsables de demain et la définition des futurs paradigmes scientifiques et sociaux. Les OGM illustrent bien cette problématique. L'examen de l'impact des OGM sur la vie quotidienne ne peut être mené sans une analyse des enjeux économiques des firmes et des visées géostratégiques des Etats, sans une réflexion sur les paradigmes scientifiques présentés aux citoyens et sans une étude critique des discours sur le sens du progrès. L'enjeu est de savoir quelles peuvent être les dérives possibles de la recherche, aussi bien sur la santé que sur l'environnement. Sans refuser les avancées techniques et technologiques, les altermondialistes demandent que les recherches ayant un impact sur la vie quotidienne des citoyens du monde soient contrôlées et fassent l'objet d'un débat de société.

Par exemple, les **conférences de citoyens** partent du principe qu'un avis pertinent peut être donné par des non spécialistes : la conférence de citoyens « *changements climatiques et citoyenneté* » organisée en France en février 2002 conclut ainsi : « *Nous, citoyens, à la lumière des données scientifiques actuelles, sommes convaincus que c'est notre mode de vie qui génère une quantité de gaz à effet de serre supérieure à ce que notre planète peut absorber de façon naturelle. [...] Nous, citoyens, considérons que le problème lié aux changements climatiques nous concerne tous et ne doit plus demeurer l'apanage des scientifiques et des politiques.* » [TESTART, 2003, 101]. Ces conclusions montrent bien que l'on peut ne pas être spécialiste et, à partir des données fournies par des spécialistes, pour et contre une certaine technologie ou pour et contre un certain mode de vie, avoir un avis sur des questions mettant en jeu l'avenir et le bien-être de tous. Les citoyens veulent participer aux choix de société et pouvoir décider de ce qui les concerne tous.

Face à cette problématique, les altermondialistes demandent la mise en place de débats **publics** sur les orientations de la recherche, de l'innovation technologique et des besoins de la société afin de démocratiser le débat sur les recherches ayant des applications dans des domaines tels que l'agriculture et l'alimentation (manipulations génétiques, nanotechnologies...). Ils demandent également la mise en place de **campagnes d'information** et de sensibilisation en direction des acteurs de la société (associations, politiques, citoyens) afin que tout le monde puisse prendre conscience que les choix technologiques ou scientifiques sont en même temps des choix politiques. Ces mesures doivent s'accompagner également **d'études internationales indépendantes** sur l'impact des nouvelles technologies sur la santé, la

biodiversité, l'économie des sociétés et le bien être des populations. Les altermondialistes demandent également la mise en place d'outils législatifs encadrant la recherche, y compris celle des firmes privées. Au niveau international, ils demandent l'adaptation des règles du commerce à l'apparition de nouveaux produits et surtout la transparence de l'information. Le **principe de précaution** est mis en avant : un produit ne devrait pas être mis à disposition avant que n'ait été analysé son impact sur la santé, l'environnement et ses implications socio-économiques. La diffusion de l'information sur les axes de recherche, leur mode de financement et les alliances entre institutions dès la planification d'un projet est exigée.

Concernant la **collaboration entre scientifiques et citoyens**, les altermondialistes demandent aux pouvoirs publics d'instaurer une clause de conscience qui permettrait aux scientifiques d'émettre des réserves. Ils demandent par ailleurs aux scientifiques d'informer sur les risques induits par certaines de leurs recherches et de prendre en compte les savoirs populaires et notamment indigènes. Les altermondialistes préconisent également la diversification des modes de reconnaissance professionnelle et la valorisation de la participation des scientifiques aux activités sociales.

Concernant l'éducation, les altermondialistes s'opposent à la montée du libéralisme dans ce secteur et demandent l'établissement de **règles éthiques** afin d'encadrer les relations entre universités et secteur privé ainsi que la réglementation des instituts de formation privée. Ils demandent également le développement des alliances entre universités et mouvements sociaux favorisant les luttes sociales au sein des universités, la mise en œuvre de **méthodes pédagogiques** basées sur l'échange de savoirs, la réhabilitation des savoirs populaires, la promotion d'approches transdisciplinaires ainsi que le renforcement des règles de protection des travailleurs de l'éducation. L'éducation est envisagée comme un **bien public** et les altermondialistes demandent que cela soit validé par les organismes internationaux, notamment en ce qui concerne les universités, et que soient proposées des analyses récentes de la mondialisation libérale et ses conséquences au niveau planétaire.

Concernant l'accès au savoir, les altermondialistes demandent la **multiplication des canaux de diffusion des connaissances**. Cette diffusion peut passer par la mise sur Internet de formations destinées aux leaders sociaux favorisant l'apprentissage à distance et le renoncement par les professeurs et pédagogues à leurs droits d'auteur pour faciliter la diffusion de leurs œuvres.

2. La Culture & la Spiritualité

Les altermondialistes conçoivent la diversité comme la pierre angulaire d'un autre monde possible. En effet, il n'y a pas, selon eux, une seule façon de s'opposer à la mondialisation actuelle mais de nombreuses ; la diversité permet de confronter les opinions, il ne faut en rejeter aucune. La question de la diversité est un des piliers des réflexions altermondialistes que ce soit parce qu'elles luttent contre la discrimination sous toutes ses formes, qu'elles prônent la valorisation des minorités, ou qu'elles fassent des propositions pour surmonter les obstacles qu'une identité donnée peut faire naître dans ses interactions avec d'autres identités. Accepter la différence de l'autre passe par une meilleure connaissance de l'autre et de ses valeurs et il faut, selon les altermondialistes, **enseigner ces différences de valeurs** car leur ignorance entraîne des risques de conflits, d'agression mutuelle. De même les altermondialistes demandent que l'histoire des populations ayant joué un rôle clef dans l'histoire des pays (comme les esclaves africains, les tirailleurs sénégalais...) fasse partie intégrante des programmes scolaires et soit davantage portée à la connaissance du public.

Concernant les langues, si les altermondialistes sont pour la **diversité culturelle** et la sauvegarde des langues et dialectes existants, ils reconnaissent aussi qu'il faut une ou plusieurs langues qui permettent de communiquer à l'échelle planétaire. Si certains sont pour la renaissance de l'espéranto, d'autres, comme Attac France, sont plutôt favorables à la création d'une langue latine commune comprise par les Français, les Espagnols, les Portugais et les Roumains et qui viendrait contrebalancer l'anglais. Deux contraintes doivent être prises en compte concernant la diversité des langues : maintenir vivantes les langues ancestrales et pouvoir communiquer avec les autres. Si le principe d'une langue universelle est avancé par les uns, d'autres préfèrent rester aux langues déjà dominantes comme l'anglais, l'espagnol ou le français. Les altermondialistes s'accordent cependant sur la nécessité pour l'UNESCO d'être un organisme régulateur visant à protéger **l'exception culturelle**. [MACKENZIE, 2006, 179].

La défense de la diversité face à la tendance homogénéisatrice du modèle de mondialisation actuelle est une des préoccupations des altermondialistes depuis le début du mouvement. Cependant, c'est au Forum Social Mondial de 2005 qu'est apparue la culture en tant que thème majeur. Elle était auparavant intégrée dans d'autres espaces mais n'avait pas le sien propre qui s'est intitulé cette année là « *Arts et Création : construire des cultures de résistance populaire* ». Ce qui est mis en avant c'est la possibilité pour chaque culture, expression artistique de s'exprimer et de ne pas être écrasée par une autre, plus rentable, plus spectaculaire, véhiculant des valeurs et idéaux parfois contestables. Pour cela, la culture doit elle aussi être

exclue du champ d'action de l'AGCS. Encore une fois, les altermondialistes prônent un échange égalitaire, non basé sur la marchandisation à tout prix mais sur la diffusion à tous. Comme d'autres avant eux, ils sont contre l'élitisme culturel, invoquant le fait que l'art populaire n'en est pas moins de l'art et qu'il faut rendre accessible les œuvres qu'elles soient littéraires, iconographiques, sculpturale ou autre.

De plus en plus la culture est une marchandise dont le copyright constitue la forme légale de propriété. Avec la réduction au niveau mondial du nombre de détenteurs de droits de propriété intellectuelle (les fusions/acquisitions de compagnie en sont la preuve), le risque est grand de voir une poignée de compagnies disposer des droits de la propriété intellectuelle sur presque toute la création artistique mondiale, qu'elle soit passée, présente ou future. Si la création des droits d'auteurs a correspondu à un besoin réel de la société à un moment donné, leur fonctionnement est aujourd'hui remis en question : les droits d'auteur financent souvent les compagnies qui diffusent les œuvres plutôt que les artistes. L'apparition d'internet, des graveurs, du MP3... met à mal l'industrie de la propriété intellectuelle et l'interdiction du piratage est difficilement envisageable, surtout d'un point de vue altermondialiste, qui rappelons-le, prône une diffusion maximale de la culture. De plus, concernant le plagiat, il est important de rappeler ici qu'en matière artistique il est difficile de prouver qu'une œuvre est originale et ne s'est inspirée d'aucune autre. L'économiste britannique Martin Kretschmer affirme que « *les éditeurs et les maisons de disque, c'est-à-dire les investisseurs en créativité (plus que les créateurs) [sont] devenus les premiers bénéficiaires de cette protection [les droits d'auteurs] étendue* », 90% des droits d'auteurs récoltés allant à 10% des artistes. [SMIERS, 2005, 42]. Ce système, outre le fait qu'il ne favorise pas particulièrement les artistes et la création artistique, n'est pas non plus favorable aux pays du Sud, leur patrimoine culturel leur échappant au profit des pays du Nord, qui le transforment sans payer de droits d'auteurs et le renvoient après dans le Sud accompagné de droits d'auteurs. Le film *La Lambada* inspiré de la danse éponyme en est un exemple.

Les altermondialistes demandent donc une **réflexion sur un autre système de gestion artistique** permettant de favoriser la créativité tout en permettant aux artistes de vivre décemment de leur travail créatif. **L'abolition des droits d'auteur** permettrait de réduire, voire de faire disparaître la starisation, les compagnies n'ayant plus intérêt à investir massivement sur des personnes puisqu'elles ne pourraient plus les utiliser exclusivement. L'artiste moyen, quant à lui, retrouverait un espace d'expression, des publics et des marchés différents. Les entreprises et utilisateurs de matériaux artistiques quant à eux, seraient libérés du paiement des droits d'auteurs et de la quantité de papiers et autorisations à remplir et obtenir. Les

altermondialistes envisagent un système d'impôt prélevé sur les profits des entreprises utilisant du matériel artistique, placé sur un fond spécial et redistribué aux artistes par des procédures fixées par la loi. Des projets de type *Creative Commons*, ou *copyleft* sont mis en avant. Ils revendiquent l'ouverture de la propriété intellectuelle afin que des personnes du monde entier puissent utiliser et diffuser des œuvres scientifiques et culturelles, définies comme patrimoine de l'humanité. Le principe est que chaque objet soit libre dans sa distribution et que son auteur soit reconnu.

Concernant la spiritualité, un constat est fait : religion et spiritualité ne peuvent être dissociées de la vie en société ni des luttes sociales. Elles ne sont pas dissociables non plus des conflits actuels et sont souvent porteuses de violence, notamment dans leur caractère fondamentaliste. Cependant, la paix dans le monde n'est possible, selon le théologien Hans Kung, qu'avec la paix entre religions, et c'est l'aptitude des forces religieuses et spirituelles au dialogue et à l'écoute qui est valorisée par les altermondialistes, de même que les réflexions sur les façons de vivre en interdépendance harmonieuse les uns avec les autres mais aussi avec la terre. [HERNANDEZ, 2006, 229].

3. L'Information & la Communication

L'information et la communication ont toujours été l'objet de luttes. Si les grandes entreprises multimédias sont au service de la mondialisation libérale actuelle, les médias n'en restent pas moins **un instrument de luttes** et le meilleur moyen d'exprimer les revendications. La preuve en est avec la volonté de plusieurs gouvernements d'Amérique Latine, dont le Venezuela, qui souhaitent mettre en place *TeleSur*, une télévision capable de contrer CNN. Nous assistons désormais, avec l'apparition d'Internet, à trois mouvements contradictoires : la concentration monopolistique des médias et industries culturelles gouvernés par des critères économiques de rentabilité et l'émergence de réseaux d'information parallèles et contestataire à travers le monde, pendant que les médias publics disparaissent peu à peu. Face aux télévisions, radios et journaux privés, Internet est l'espace privilégié permettant l'action et l'organisation de réseaux à travers le monde. Les altermondialistes demandent le respect de la liberté d'expression partout dans le monde, en accord avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Ils estiment que ce droit élémentaire est bafoué par la concentration des grands médias au sein de grands groupes transnationaux dont les activités, comme la vente d'armes, ne peuvent être en accord avec la liberté d'expression. Ces groupes, en tant que firmes multinationales, sont à la fois acteurs de la mondialisation et vecteurs de son idéologie, muselant ainsi tout débat. [KLECK, 2006, 205].

Certains altermondialistes demandent alors que soit mis en place **un soutien public aux médias non commerciaux**, qui ne font pas appel au financement publicitaire, ainsi que le **financement de médias alternatifs** et leur mise en réseau à travers le monde par le biais d'infrastructures *ad hoc*.

D'autres altermondialistes, principalement en Amérique Latine sont pour que l'accès aux médias et la création de contenus soit démocratisés et accessibles à tous, notamment par le biais de la création de médias communautaires comme cela se fait au Venezuela. Les citoyens se sont appropriés ces moyens de communication et créent leurs propres contenus, plus proches de leurs préoccupations que les médias commerciaux dominants véhiculant le mode de vie des États-Uniens, bien loin de celui des indigènes. Dans ce cas, c'est le droit de communiquer qui est revendiqué, comme plus profond que le droit à la liberté d'expression.

Un troisième groupe d'altermondialistes revendique **le « libre »**, c'est-à-dire les programmes libres de droits, l'internet libre et les connexions gratuites et s'opposent à la politique des brevets pour la création et le développement humain. Cette revendication est en faveur d'une nouvelle citoyenneté globale, de l'autodétermination des personnes, de la véritable liberté de production symbolique et de la démocratisation du savoir. Cette lutte est aussi associée au débat sur les droits d'auteurs et à leur usage actuel qui restreint la circulation des idées et des productions artistiques. Internet permet en effet une circulation de la production artistique en décalage avec les droits d'auteurs tels que pratiqués actuellement.

Si les deux premiers groupes font appel à l'État pour financer et organiser la liberté d'information et de communication, ce dernier groupe considère que l'État, pas plus que les firmes transnationales, n'est à l'abri de la critique, information et pouvoir ayant toujours été associés. Ils revendiquent dans ce cas la défense de l'autonomie individuelle ainsi que la pluralité des initiatives.

Pour mettre en œuvre ces revendications, les altermondialistes demandent la mise en place **d'observatoires des médias**. Il en existe déjà trois opérationnels : un au Brésil, « *Observatoire Social et des Médias* », un en France, « *Observatoire Français des médias* » et un au niveau mondial, « *Media Watch, Global* ». Le premier est un observatoire des médias, le second est plus axé sur la défense de la liberté d'expression. Une autre proposition est la construction d'espaces d'échanges entre journalistes du Sud et du Nord afin de repenser la construction de l'information et de faire entendre les voix de tous. Cette démarche, associée à une éducation aux médias dès le plus jeune âge, permettrait de « *réinventer un contrat social entre médias et société* ». [DOLLE, 2006, 216]. Est avancée aussi, notamment par le second groupe, la mise en place de

réseaux d'information détachés des médias traditionnels, comme le sont *Indymédia* et le *Centre des Médias Alternatifs du Québec* (CMAQ) à l'heure actuelle. En troisième lieu, est mise en avant la création d'outils de communication et d'information par les acteurs sociaux non professionnels. Enfin, sont revendiquées la mise en place de **nouvelles normes de régulation**, suite à la mise en place **d'organes indépendants** incluant la société civile. Ces institutions ainsi que les normes proposées permettraient de limiter le pouvoir du marché et les logiques de profit, l'évolution des législations sur la propriété intellectuelle afin de garantir la diversité et l'indépendance des sources, la souveraineté et la diversité culturelle, la liberté des ondes et des fréquences ainsi que les droits des utilisateurs d'Internet. Le troisième groupe, en faveur du « libre », peut mettre en avant ses réussites : la création de Linux et des logiciels libres, la mise en commun des connaissances avec Wikipédia et *Creative Commons*, l'accès aux médicaments contre le sida... Si les propositions divergent d'un groupe à l'autre sur la problématique de l'Information et de la Communication, les altermondialistes se retrouvent dans la volonté de faire du droit à l'information un bien commun de l'humanité permettant de construire un monde responsable et solidaire.

E. L'Ordre Mondial

Dans un contexte de mondialisation, il est important d'avoir des règles de base communes. Les altermondialistes, on l'a vu, ne sont pas contre la mondialisation mais la souhaitent différente. À ce titre un ordre mondial démocratique est envisagé. [Kaul, 2005, 46].

1. Les Biens Communs Mondiaux

Le concept de biens publics mondiaux, autrement appelés biens communs de l'humanité ou biens publics globaux existe déjà. L'idée a été lancée sous le nom anglais de *Global Public Goods* par le Programme des Nations Unies au Développement en 1999. Certains sont plus réglementés que d'autres comme l'espace maritime ou l'espace aérien. Philippe Aigrain définit les biens publics mondiaux comme « toute « chose » ou entité immatérielle à laquelle on a décidé de donner un statut de propriété commune, de la faire appartenir à tous, parce qu'elle n'appartient à personne. Dans le sens moderne, la propriété commune est universelle, elle est celle de l'humanité. Dans le sens ancien, il s'agissait souvent de la propriété d'une communauté restreinte. A ne pas confondre avec les biens publics dans le sens d'objets d'une propriété publique (gérée par des institutions publiques) » [BOUGUERRA, 2006, 157]. Il s'agit de biens qui ne sont la propriété de personne, issus d'une décision collective, citoyenne et dont l'utilisation est réglementée à l'échelle mondiale. Un autre concept similaire reconnu comme tel par l'instance internationale qu'est l'Organisation des

Nations Unies existe déjà : celui du Patrimoine Mondial de l'Humanité.

De plus en plus, que l'on soit altermondialiste ou non, se fait sentir un réel besoin de législations internationales sur de nombreuses questions. Les réglementations internationales ne sont pas nouvelles ; elles ont fait leur apparition au 17^{ème} siècle afin de garantir le libre accès à la haute mer. La mondialisation, ne serait-ce que celle des échanges, implique des règles de vie en commun et les traités internationaux sont là pour les définir, les faire respecter. Ces traités peuvent être considérés comme les premiers biens publics mondiaux. Ce premier type de biens publics mondiaux englobe le transport des marchandises, du courrier, les télécommunications, l'aviation civile. Ce cadre réglementaire est plus important que jamais en raison de la mondialisation de tous les types d'échanges. Un autre type de biens publics mondiaux englobe les biens publics naturels (la couche d'ozone, l'eau, l'air...), ils ont été considérés comme gratuits ou presque et surconsommés. Pour la survie de la planète et de l'espèce humaine, il est urgent de trouver des solutions et d'instaurer un cadre réglementaire respecté à l'échelle mondiale pour ces biens publics mondiaux.

Enfin, un dernier type de bien publics mondiaux concerne des biens que l'on pensait nationaux et qui sont devenus des enjeux mondiaux. La santé en est un exemple. Si la surveillance des épidémies tient une place prépondérante dans la coopération internationale (on l'a encore vu récemment avec le cas de la grippe aviaire) elle ne doit plus aujourd'hui reposer sur la seule coordination des dispositifs nationaux, les structures étatiques n'étant pas toujours fiables. L'émergence de ce nouveau type de biens publics mondiaux est dû à plusieurs facteurs dont la pression des acteurs non étatiques sur les gouvernements, telles que les entreprises privées (standards techniques) ou les Organisations Non Gouvernementales (respect des droits humains).

La gestion de ces biens publics mondiaux ainsi que leur définition, devrait être gérée au niveau mondial par des instances indépendantes ayant un pouvoir de coercition. Certains biens demandent une adhésion de tous les acteurs à des **règles communes** pour protéger l'existant (c'est le cas de l'air pur ou de la réduction des gaz à effet de serre). D'autres, comme la prévention des épidémies, demandent des **actions préventives**. Enfin, d'autres demandent la **mise en commun de connaissances** : il suffit d'inventer un vaccin en un lieu pour qu'il soit applicable à l'humanité entière. Cette gestion doit bien évidemment tenir compte des populations concernées et ne pas aggraver les inégalités existantes ; elle doit pour cela être **démocratique**. Dans le système mondial actuel les décisions sont prises par les pays riches qui orientent les négociations internationales en fonction de leurs intérêts, laissant de côté ceux des

pays du Sud.

S'il y a accord au sein de l'altermondialisme sur la notion de biens publics mondiaux, il y a désaccord sur la mise en application de leur gestion. Certains considèrent que « *la planète et l'ensemble de ses richesses (minérales, végétales ou animales) devraient être considérées comme patrimoine commun et indivis de l'humanité entière, présente et à venir. Toute appropriation privative de ces richesses devient illégitime. (...) un droit d'usage [peut être reconnu] sur une partie de ses richesses, à condition que cet usage ne soit pas préjudiciable au restant de l'humanité, présente ou future.* » [BIHR & CHESNAIS, 2005, 38]. La santé, l'Éducation, la Culture, les Services Sociaux la Justice, sont aussi souvent avancés, à différents degrés, comme des biens publics mondiaux. Les plus modérés demandent une étude systémique du concept, ainsi que l'analyse des effets des biens publics mondiaux proposés sur la vie quotidienne afin que les citoyens se rendent compte de leur importance et fassent pression sur les gouvernements pour qu'ils agissent en conséquence, un bien public mondial n'ayant pas la même valeur pour tous. En effet, un financier européen sera plus attaché à la stabilité financière qu'à la protection contre les maladies tropicales et un paysan africain sera plus concerné par la gestion de l'eau, les fluctuations monétaires l'affectant moins directement.

S'il n'y a pas encore de gestion mondiale des biens publics mondiaux en tant que telle, il n'en résulte pas moins que des actions de la société civile vont dans ce sens et obtiennent gain de cause. C'est le cas en Argentine, où la gestion de l'eau, qui était concédée à Suez, a été renationalisée avec la création d'une entreprise contrôlée à 90% par l'État et à 10% par le personnel. Les arguments avancés par le président argentin à cette nationalisation étaient la médiocre qualité du service, « *l'eau est un bien social* », alors même que les bénéfices faits par l'entreprise française étaient considérables. [KIRCHNER, 19/04/06].

2. Les Institutions Mondiales

Si elles ont le mérite d'exister, les institutions mondiales sont loin d'être parfaites. Les altermondialistes prônent une réforme et une réorganisation de celles-ci. La crise que traversent les institutions mondiales, et notamment l'ONU depuis la décision unilatérale des USA d'envahir l'Irak, légitime cette revendication. Changer le monde passe avant tout par la mise en place d'un ordre démocratique, ce qui veut dire qu'une des principales revendications des altermondialistes est la réforme et l'intégration de l'OMC de la Banque Mondiale et du FMI au sein des Nations Unies. Certains demandent même leur suppression et la création d'organismes différents, non teintés de l'idéologie libérale.

Concernant l'ONU, les altermondialistes proposent une réorganisation permettant à l'ONU de respecter et d'écouter de façon transparente la société civile et l'opinion mondiale. Il est proposé aussi d'inclure au conseil de sécurité les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Il est demandé aussi que les décisions soient prises par l'Assemblée Générale des Nations Unies afin de rendre les décisions de l'ONU plus démocratiques ainsi que la suppression du droit de veto. Il est également recommandé de délocaliser le siège des Nations Unies, de changer celui-ci tous les quatre ans et de le choisir par plébiscite universel.

L'OMC et son système administratif doivent être réformés afin d'avoir pour unique objectif l'établissement de règles générales du commerce international, relatives à l'importation et à l'exportation des marchandises ainsi qu'à la prestation de services par les entreprises. Le règlement des différends ne serait plus confié à cette organisation mais à une organisation judiciaire indépendante comme le veut le principe démocratique de la séparation des pouvoirs.

Il est proposé que le FMI soit transformé en une organisation financière internationale qui, outre ses fonctions de régulation monétaire et de prêts à court terme, serait également un régulateur des flux financiers internationaux. Son rôle serait parallèlement de financer des projets d'infrastructures, d'éducation, et de santé publique.

Est envisagée, au sein des Forums Sociaux, la mise en place d'un parlement mondial, élu par tous les citoyens de la planète et qui serait la source, à terme, du droit international. A court terme, il s'agirait d'un organe de pression permettant la mise en place d'un nouvel ordre mondial. Associé à cette proposition est envisagé un débat public mondial sur la manière de financer le développement : par des taxes sur les transactions financières, sur les ventes d'armes...

3. La Démocratie

La question de la démocratie joue un rôle clef au sein de l'altermondialisme, que ce soit pour les institutions mondiales, pour les États, pour les groupes locaux ou pour le fonctionnement même de l'altermondialisation.

Pour les altermondialistes, il est impératif de mettre en place des **institutions mondiales démocratiques et souveraines** capables d'examiner, de légiférer et de veiller à l'application des solutions pour un autre monde. La démocratie doit se faire aussi bien dans la représentation des États que des citoyens et acteurs de la société civile. Cette réforme est nécessaire afin que les institutions mondiales puissent « recommencer à contribuer à la création d'un monde plus juste, plus

équitable, plus divers, plus durable, plus libre et plus pacifique, et pour qu'elles garantissent la mise en place de nouvelles politiques poursuivant les objectifs fondamentaux que sont la démocratie mondiale et la promotion des droits de l'Homme, la paix et la sécurité dans le monde entier, le développement humain durable et la diversité culturelle, ainsi qu'un cadre juridique mondial. » [Site REFORM CAMPAIGN, 01/05/06]. Si la démocratie au niveau mondial est souhaitée, la façon de la mettre en application reste cependant assez floue. Certains avancent la mise en place d'un parlement mondial, virtuel ou non, et l'utilisation d'Internet pour la mettre en œuvre. Cependant, face à la fracture technologique, si ce type de démarche est facilement envisageable en France, en Espagne ou au Japon, il l'est moins dans certains pays d'Amérique Latine ou d'Afrique. Cette proposition n'est pourtant pas si utopique qu'elle n'y paraît si elle est associée à un réel développement de l'accès aux technologies.

Au sein des États, plus de démocratie est également revendiquée, sans plus de précisions, ou plutôt, chaque État fait l'objet de propositions propres. On ne peut comparer le fonctionnement des démocraties occidentales avec les démocraties asiatiques, d'Amérique Latine ou d'Afrique... De nombreuses questions sont posées quant au caractère démocratique des démocraties représentatives, notamment quand on observe les parlementaires européens qui sont loin de représenter les populations qui les ont élus. La notion de **mandat impératif** est avancée ainsi que celle de **démocratie participative** ou **démocratie directe**. La démocratie participative est notamment mise en pratique dans plusieurs villes ou pays d'Amérique Latine, dans une volonté d'associer les citoyens aux décisions les concernant, comme la répartition du budget d'une ville (Porto Alegre). Dans les démocraties occidentales, plus que de démocratie participative, on parle de **conférences de citoyens** ou **conférences de consensus**. Elles consistent à présenter toute l'information disponible sur un sujet, avec ses incertitudes, ses défenseurs et ses détracteurs à un groupe de citoyens volontaires, choisis au hasard et représentatifs des différentes catégories de la société. Les citoyens doivent alors émettre un avis argumenté sur le sujet en question, par exemple les OGM. Ces conférences ne sont pas, pour l'instant, prises en compte et c'est ce que déplorent les altermondialistes. Quel que soit le système envisagé, il s'agit de repenser la démocratie, de façon à redonner une légitimité aux représentants du peuple, les obligeant à rendre des comptes, et pas seulement au moment des élections. Les altermondialistes, en tant que citoyens, demandent à être tenus informés des décisions prises en leur nom et de pouvoir sanctionner les élus ne respectant pas leurs promesses. A titre d'exemple, la nouvelle constitution vénézuélienne (1999) comprend une clause de révocation des élus à mi-mandat, seuls trois pays au monde permettent cela.

La démocratie est également une préoccupation clef au sein même de l'altermondialisation. Sa mise en application se traduit de différentes manières. D'une part, si tout un chacun peut se revendiquer altermondialiste, **personne ne peut parler au nom des altermondialistes**. C'est ce qui rend ce mouvement difficile à comprendre et à appréhender. Contrairement aux autres idéologies, il n'a pas de structure fixe, de porte parole. Toutes les idées peuvent être exprimées par tout le monde. Des travaux de synthèse sur ces propositions sont ensuite exposés sans pour autant parler au nom des altermondialistes, comme c'est le cas pour le livre 100 proposition du Forum social mondial. D'autre part, les thèmes de réflexions peuvent être proposés par tous. A titre d'exemple, les thématiques du FSM de 2005 sont le fruit des demandes formulées par Internet aux organisateurs, elles sont donc issues des altermondialistes et non pas, comme précédemment, des organisateurs du forum.

4. La Justice et la Paix

Concernant la justice et la paix, les altermondialistes demandent la **création d'un système international** respecté de prévention et de règlement des conflits au niveau mondial dans le but de faire appliquer la charte des droits de l'Homme et de faire respecter les conventions internationales, notamment celles de l'Organisation Internationale du Travail. Ils demandent également le démantèlement des bases militaires des pays qui en disposent hors de leurs frontières ainsi que le retrait de toutes les troupes étrangères si elles ne sont pas mandatées par l'ONU. Les altermondialistes sont avant tout contre la lutte armée et souhaitent **changer le monde sans prendre le pouvoir**, à travers une transformation des grilles de valeurs et une ouverture à de nouveaux espaces alternatifs. Ils se distinguent en ce sens de la politique hégémonique des Etats-Unis, qui souhaitent imposer leurs valeurs, et du marxisme qui prône la lutte armée et la prise de pouvoir. Afin de mettre en place cet ordre mondial de justice et de paix, trois stratégies sont mises en avant : les stratégies **d'influence**, (boycott, actions en justice, désobéissance civile...) de **présence** (manifestations, soutien à diverses actions et campagnes...) et de **problem sloving** (lutte non violente pour déconstruire la culture de la violence, intégration des femmes dans la résolution de conflits et dans les négociations, éducation / rééducation dans les zones de conflits...). [BLIN, 2006, 105].

5. La Solidarité Internationale

L'aide au développement est souvent remise en cause comme étant une aide liée : les États prêtent de l'argent mais à condition que les achats se fassent dans le pays donateur et que les contrats soient octroyés à des entreprises des pays donateurs... Les altermondialistes proposent **un système de financement du développement** différent de l'actuel, basé sur la bonne volonté des États donateurs. Les ONG et associations affirment leur possibilité de mobiliser des fonds à des fins spécifiques ainsi que leur capacité à faire pression sur les gouvernements pour la création d'une taxe sur les transactions.

Les propositions avancées pour un financement et une solidarité internationale sont la taxe sur les transactions financières (Taxe Tobin), la taxe sur les ventes d'armes, le développement d'un système financier international de type coopératif... La suppression de la dette des pays du Sud est aussi un argument en faveur de la modification du système de financement international. En effet, la dette de ces pays a déjà été payée plusieurs fois et ce sont les intérêts à taux variables que ces pays sont obligés de rembourser au détriment de leur propre développement. Les altermondialistes, qui ont mis en place un Tribunal International des Peuples sur la Question de la Dette, font pression sur l'ONU et le Tribunal de La Haye pour qu'ils engagent des actions concrètes pour libérer les pays du Sud de leurs dettes.

B. L'altermondialisme appliqué à Wikipédia

L'hétérogénéité de l'altermondialisation ainsi que son aspect systémique le rendent difficilement explicable et appréhendable. L'absence de structure du mouvement et la volonté affichée de ne pas en avoir ne permettent pas une hiérarchisation des thèses. Cependant, afin de pouvoir les diffuser, il faut bien les exprimer et Internet semble être le moyen adéquat pour le faire. Plus précisément, un site de type Wikipédia, encyclopédie libre et gratuite, fonctionnant sur le principe du partage des connaissances, permettrait de faire partager les pensées et avancées de l'altermondialisation.

Il s'agit ici de présenter l'encyclopédie contributive en ligne Wikipédia et de déterminer de quelle façon la classification précédente de l'altermondialisme peut s'y appliquer (ou a tout autre site fonctionnant sur le même modèle). L'article *altermondialisme* a été créé il y a quelques années. En revanche, le portail éponyme ne date que du 6 janvier 2006. Il ne s'agit pas ici de mettre en cause l'interface graphique de Wikipédia ou la qualité des articles, mais de faire des constats et de voir comment les contributions peuvent être améliorées sur un sujet donné.

I. Le fonctionnement de Wikipédia

« *Wikipédia* est un projet d'encyclopédie libre, gratuite, universelle, multilingue et écrite collaborativement sur Internet, dans le respect de la neutralité de point de vue. Ce travail collaboratif est réalisé par des volontaires, sur un site Web (<http://fr.wikipedia.org/> pour la version francophone) utilisant la technologie Wiki, ce qui signifie que des articles peuvent y être ajoutés, complétés ou modifiés par pratiquement quiconque. » [WIKIPÉDIA, e, 03/05/06]. Wikipédia est hébergé par la Wikimedia Foundation, fondation à but non lucratif basée en Floride qui n'exerce pas de contrôle sur le contenu du site mais a un rôle de prestation de moyens et de promotion. Ce site se veut une encyclopédie anarchique, au sens politique du terme, c'est-à-dire que son organisation est fondée sur le respect des règles par tous et non sur le pouvoir de quelques-uns. Si tout un chacun peut écrire sur Wikipédia et qu'aucun ordre ne peut être donné, certains utilisateurs ont plus de droits que d'autres : les **administrateurs** peuvent supprimer ou protéger des pages et bloquer certains utilisateurs si ils ne respectent pas les règles de Wikipédia, les **stewards** sont des utilisateurs qui peuvent créer/modifier/supprimer le statut des utilisateurs, les **bureaucrates** sont des administrateurs avec des pouvoirs techniques particuliers et les **développeurs** peuvent modifier les logiciels et bases de données de Wikipédia. Afin de faire face aux conflits entre éditeurs, des **arbitres** sont élus tous les six mois par les contributeurs

réguliers de Wikipédia. D'autres statuts d'utilisateurs existent, comme les **wikipompiers** (pour tenter de résoudre les conflits), les **wikitructeurs**, les **wikigraphistes**...

A. La contribution à l'élaboration de contenus

Wikipédia est un système ouvert où tout le monde peut modifier tous les articles et est encouragé à le faire (sauf mesure de protection contre les *vandales*). L'impératif principal est de respecter la neutralité de point de vue. Pour les fondateurs de Wikipédia, la création collective d'articles permet progressivement d'aller vers des articles de qualité et chacun est invité à participer selon ses connaissances et compétences (les corrections orthographiques sont appréciées au même titre que la création d'articles inédits). Sur chaque page, il y a la possibilité grâce à l'onglet *modifier* d'ajouter ou de supprimer des contenus ainsi qu'une page *historique* qui permet de garder toutes les contributions et le cas échéant de revenir à une version antérieure si elle est jugée meilleure ou si elle a été *vandalisée* (effacée ou détériorée par des personnes mal intentionnées ou étourdies). La page de *discussion* permet l'échange d'idées, les débats en cas de désaccords sur un thème particulier. Il n'y a pas de vote pour déterminer le contenu d'un article et les contenus polémiques doivent être discutés lors de débats raisonnés et argumentés sur la page *discussion*. Afin de classer les articles, des bandeaux sont apposés de type *ébauche*, *désaccord de neutralité*, *événement récent*, *conflit éditorial*...

B. Les avantages et inconvénients de cette démarche

Un des principaux avantages de Wikipédia est la création continue de **savoirs libres et gratuits** ainsi que **l'intégration des savoirs individuels** et non leur simple addition. Cela permet l'accès à une grande quantité de connaissances, souvent issues de plusieurs sources différentes, de façon gratuite et offre la possibilité de les utiliser à condition de citer la source. C'est le principe du copyleft.

Un des inconvénients majeur de Wikipédia est la possibilité de vandaliser les articles : les supprimer, les modifier de façon erronée ou de manipuler les données. Si le principe selon lequel tout le monde peut écrire permet cette dérive, il permet aussi la correction de celles-ci par les utilisateurs non-vandales. Ces *vandalismes* peuvent être innocents mais aussi plus graves comme ce fut le cas de l'article anglais sur le journaliste John Seigenthaler Sr, dont la biographie disait à tort et durant six mois « *pendant une brève période, il fut soupçonné d'être directement impliqué dans les assassinats des Kennedy, John et son frère Bobby. Rien ne fut jamais prouvé* ». [site LIBERATION, 08/12/2005]. Si l'erreur a été réparée, le journaliste considère Wikipédia comme un

« *outils défectueux et irresponsable* ». Suite à cette affaire, il est désormais obligatoire, sur la version anglaise de Wikipédia, de s'enregistrer avant de contribuer au site. Au-delà de cette réaction bien compréhensible, ce qui est reproché à Wikipédia, c'est l'absence de comité de rédaction ou de ligne éditoriale ainsi que la rédaction de contenu par des non experts ce qui les rendent non fiables. A cela, Wikipédia répond que la meilleure critique est celle qui est plurielle et que les actes de vandalismes, s'ils existent bel et bien et sont un problème, ne constituent pas la majeure partie de Wikipédia. De plus, un système est mis en place pour contrer ce genre de pratiques qui permet un retour rapide à la page précédente et éventuellement un blocage du vandale.

Concernant la page altermondialisme sur Wikipédia, elle fait l'objet d'un bandeau de **non-neutralité** depuis le mois de mars 2006 et d'un **conflit éditorial** (qui bloque la modification de la page) depuis le 1er avril 2006. La controverse de neutralité est principalement due aux différentes visions de l'altermondialisme des contributeurs. Certains sont altermondialistes et présentent donc le mouvement sous sa forme la plus positive, certains sont libéraux et le présentent sous sa forme la plus négative. Une des solutions pour débloquent ce type de conflit est de toujours citer les sources de ce que l'on avance. Cependant, le conflit d'édition porte justement sur une source refusée pour un paragraphe de l'article altermondialisme traitant de « *l'effet sur l'environnement des restrictions à la mondialisation* ». Il n'y a pas encore de propositions faites par les arbitres pour arriver à un règlement du conflit et, pour cause d'examen et de concours, les deux personnes en conflits n'ont pas encore trouvé de solution. L'article est donc bloqué mais une page de travail a été créée afin de continuer à enrichir les connaissances sur ce thème.

II. Critiques et propositions

A. La page altermondialisme

L'article altermondialisme (celui qui est bloqué depuis le 1^{er} avril) s'organise, après une brève définition du mouvement, de la façon suivante.

1. Historique et structure

1.1 Composition

1.2 Orientations

2. Positions

2.1 Positions présentées comme altermondialistes

2.2 Critiques

2.2.1 Critique du marché mondial

2.2.2 Position vis-à-vis des États et des organismes internationaux

2.2.3 Critique de l'OMC

2.2.4 Critique du FMI

2.2.5 Critiques des grandes firmes multinationales

2.3 Propositions

2.4 Réalisations

3. Critique des thèses altermondialistes

3.1 Critique de l'analyse économique

3.2 Effets sur l'environnement des restrictions à la mondialisation

3.3 Critique des motivations du mouvement

3.4 Effets sur le commerce international critiqué

3.5 Conséquences politiques selon les détracteurs

3.6 Manipulation de l'opinion ?

4. Médias, groupes de pression citoyens et autres structures

5. Débats internes et déficits du mouvement

6. Questions ouvertes

7. Notes et références

8. Voir aussi

8.1 Articles connexes

8.2 Bibliographie

8.3 Liens externes

Si les contributions sont généralement bien documentées et explicatives, l'article en lui-même n'a pas un caractère encyclopédique et regroupe plutôt différentes positions, thèses et antithèses sur le mouvement, sans en donner une vision d'ensemble abordable pour des non-spécialistes. De plus, les contributions ont tendance à privilégier un point de vue (qui varie selon les participants et les thèmes abordés) sans en montrer la pluralité. De plus, l'ensemble des informations est difficilement utilisable. Pour chercher un thème, on est obligé de lire tous les thèmes, et de choisir celui qui paraît le plus approchant.

La proposition est de rédiger les contributions, à l'intérieur de chaque catégorie, en respectant, en ce qui concerne les points à aborder, le cahier des charges suivant : les **problèmes**, les **propositions** avec les organisations ou personnes qui les portent, les **critiques** et les **réussites** obtenues sur le sujet en question. Les propositions et les critiques seraient ainsi

fondés sur des faits tangibles permettant au lecteur de l'encyclopédie d'avoir à la fois une vue d'ensemble et des articles approfondis sur certains thèmes. Si un chapitre de l'article devient trop important, une page spéciale peut lui être consacrée et son sujet résumé sur la page altermondialisme.

La proposition de structure de l'article est la suivante. Elle est basée sur la classification faite précédemment.

1. Origine et définition

2. Acteurs de l'altermondialisation

3. L'Économie

3.1. Le Commerce et l'Industrie

3.2. L'Agriculture

3.3. La Finance

3.4. La Fiscalité

4. Les Droits Humains fondamentaux

4.1 La Protection Sociale

4.1.1. La Santé

4.1.2. L'Emploi

4.1.3. Le Logement

5. L'Environnement

5.1. Les Ressources Naturelles

5.2. L'Énergie

5.3. Les Déchets

6. Le Savoir

6.1. Éducation et Recherche

6.2. Culture et Spiritualité

6.3. L'information et la
Communication

7. L'Ordre Mondial

7.1. Les Bien Publics Mondiaux

7.2. Les Institutions Mondiales

7.3. La Démocratie

7.4. La Justice et la Paix

7.5. Le Financement International

A titre d'exemple, on peut envisager la problématique des grands groupes médiatiques sur Wikipédia de la façon suivante : à l'intérieur du point 6.3. Information et Communication, on pourrait mettre en ligne l'article ci-dessous pour informer les internautes. Les liens hypertextes vers d'autres sites ou pages Wikipédia sont représentés par des soulignements. Comme tout article de Wikipédia, il pourrait évidemment faire l'objet d'un débat et de modifications.

Les grands groupes médiatiques

L'objectif actuel des grands groupes de presse est d'être rentable (pour garder/conquérir leurs actionnaires) avant d'informer. Cet objectif se traduit par la volonté de faire de l'audience, elle-même traduite par la présence de divertissements à tout prix et d'images ou commentaires « choc ». Les journalistes, malgré la clause de conscience, doivent faire face à ce problème et les correspondants permanents sont de plus en plus remplacés au profit des envoyés spéciaux et des informations des agences de presse, ce qui rend l'information moins objective, moins analysée, moins approfondie.

Si la concentration des grands médias au sein de firmes multinationales en fait les vecteurs de l'idéologie de la mondialisation actuelle, une des solutions avancée à ce problème est l'interdiction de constituer des trusts médiatiques. Cette proposition est cependant difficilement applicable comme telle. Une autre proposition, déjà mise en application au Brésil avec l'« Observatoire Social et des Médias », en France avec l'« Observatoire Français des médias » et au niveau mondial avec « Media Watch Global », est la mise en place d'observatoires des médias dont pourront se servir les citoyens pour s'opposer à la domination des médias de masse. Cependant, cette proposition ne pourra réellement fonctionner qu'avec une participation active de tous les citoyens pour aboutir à un changement réel.

Une autre proposition, émanant des journalistes présents au FSM de 2005, est la création d'une plateforme d'échange d'informations entre journalistes du Sud et journalistes du Nord, ainsi que la volonté d'écrire des articles à plusieurs mains. Cette proposition est difficile à mettre en œuvre quand l'audience augmente si un « scoop » est présenté.

Enfin, les propositions les plus réalisables dans l'immédiat consistent à faire pression sur les différents gouvernements pour légiférer de façon à ce que les journalistes soient réellement indépendants des actionnaires et que la part de bénéfice qui leur est reversée soit limitée afin de maintenir une information de qualité (correspondants, multiplication des sources...).

Pour en savoir plus : Observatoire mondial des médias

Indymédia

Sommet mondial sur la société de l'information

B. Le portail *altermondialisation*

Le portail altermondialisme (nom actuel du portail) se présente de la façon suivante :

Une présentation en trois lignes du portail

Thématiques principales

- ✓ Campagnes
- ✓ Des thèses altermondialistes (*dont l'article altermondialisme*)
- ✓ Outils et propositions
- ✓ Géopolitique
- ✓ Voir aussi (*différents articles de l'encyclopédie pouvant être en rapport avec l'altermondialisme*)
- ✓ Rencontres
- ✓ Actions suivies
- ✓ Opinions sur la BCE
- ✓ Altermondialisme et religion
- ✓ Opinion sur l'OMC
- ✓ Propositions pour l'Union Européenne
- ✓ Repères

Les mouvements :

- ✓ Associations et organismes
- ✓ Médias
- ✓ Réseaux et liens Internet

Théoriciens et militants

- ✓ Économistes
- ✓ Sociologues
- ✓ Quelques activistes
- ✓ Hommes politiques,
- ✓ ... dans les catégories
- ✓ Journalistes, intellectuels et écrivains.

Ressources :

- ✓ Des films
- ✓ Livres
- ✓ Des documentaires
- ✓ Musique
- ✓ Et aussi...

L'altermondialisation a été définie comme le mouvement hétérogène de la société civile qui, tout en contestant la mondialisation néolibérale actuelle, œuvre pour un autre monde. L'altermondialisme a, lui, été défini comme les idées du mouvement et les théories développées. Le portail présente, en plus des thèses de l'altermondialisme, les acteurs, les ressources, les actions du mouvement. La proposition est donc de renommer le *portail de l'altermondialisme* en *portail de l'altermondialisation*.

L'organisation du portail en lui-même présente plusieurs problèmes. Un des plus importants est qu'elle ne permet pas d'avoir une vision rapide de l'ensemble des textes sur l'altermondialisation car elle nécessite de faire défiler sept pages internet soit l'équivalent de cinq pages A4. La présentation proposée permet un aperçu général des thèmes traités ainsi que leur localisation sur le site de Wikipédia en ne faisant défiler que deux pages Internet.

De plus, la catégorisation manque de cohérence. En effet, les opinions sur la BCE et sur l'OMC, ainsi que les *propositions pour l'Union Européenne* ne sont que des thèses de l'altermondialisme parmi d'autres. Or, sur le portail, ces articles font l'objet d'une catégorie spécifique. Toutefois, l'objectif de Wikipédia est d'être le plus neutre possible. Il n'y a donc pas de raison de mettre ces articles en avant plus que d'autres. Ils devraient donc être intégrés à la catégorie *thèses de l'altermondialisme*. Cette présentation aurait de plus l'avantage de clarifier le

portail par un gain de place. Pour ces mêmes raisons, la *géopolitique* qui renvoie à la *mondialisation*, à la *mondialisation économique* et à la *géopolitique* devraient figurer sous la catégorie *Voir aussi*.

La catégorisation est également redondante. En effet, les personnalités de l'altermondialisme (José Bové, Manu Chao...), sont citées une première fois dans *les théoriciens et militants*. Elles sont également reprises dans la page spéciale *personnalités de l'altermondialisme*. Il en va de même avec les documentaires, les films et les médias, listés sur le portail et également présents sur les pages spécifiques, *filmographie de l'altermondialisation* et *médias de l'altermondialisation*. Ces derniers étant répertoriés deux fois sur le portail, dans les grandes catégories *Mouvements* et *Ressources*. La proposition est donc de ne faire des liens que vers les pages spécifiques. Par exemple pour les médias, la *filmographie de l'altermondialisation*, la *bibliographie de l'altermondialisation*, la *webographie de l'altermondialisation* et les *médias de l'altermondialisation*, sont dans la catégorie *Ressources*.

Un dernier problème se pose. Aucun homme politique n'a été élu sur un programme altermondialiste. Si Hugo Chavez et Evo Morales, les deux personnes mentionnées sur le portail altermondialisation dans la catégorie *Hommes Politiques*, mettent en place des actions revendiquées par les altermondialistes et peuvent soutenir le mouvement, ils ne se revendiquent pas comme altermondialistes. La proposition est donc de supprimer cette catégorie et, si des actions de Hugo Chavez ou de Evo Morales sont citées dans les pages liées à l'altermondialisation, de renvoyer à leur biographie. Cependant, si on voulait absolument faire figurer des personnalités politiques ayant des actions altermondialistes, il serait judicieux de renommer cette catégorie *Hommes Politiques proches de l'altermondialisation*.

La proposition faite concernant le portail, outre son changement de nom d'altermondialisme en altermondialisation, est très proche du portail existant. D'un point de vue graphique, aucune modification à la structure actuelle n'est proposée. En effet, le graphisme est cohérent avec le site de Wikipédia, agréable à l'œil, et n'est pas long à télécharger.

En revanche, concernant la technique de structuration du portail, il est possible de faire quelque chose de plus simple. En effet, le portail altermondialisme est construit à partir des portails *Thématiques principales*, *Mouvements*, *Théoriciens et militants* et *Ressources*. Outre le fait que cela complique la démarche de modification, cette construction ne présente pas d'intérêt majeur. De plus, cela multiplie, encore une fois, des mêmes informations sur des pages différentes.

Portail de l'Altermondialisation



Bienvenue sur le portail de l'altermondialisation. Il a pour objectif d'offrir un accès aux principaux articles liés à [l'altermondialisme](#) répartis dans différentes catégories. Il présente à la fois les thèses, les acteurs et plusieurs thèmes en rapport avec l'altermondialisation.



Thèses altermondialistes

[[modifier](#)]

- [Altermondialisme](#)
- [Agriculture paysanne](#)
- [Contre la Dette du tiers monde](#)
- [Commerce équitable](#)
- [Critique du libéralisme économique](#)
- Défense de la [diversité culturelle](#)
- [Développement durable](#)
- [Écoconstruction](#)
- [Écologie](#)
- [Écologie politique](#)
- [Économie solidaire](#)
- [Mondialisation démocratique](#)
- [Protectionnisme](#)
- [Réforme agraire](#)
- Réforme de la la [BCE](#), de la [Banque Mondiale](#) et du [FMI](#)
- [Revenu citoyen](#)
- Suppression des [paradis fiscaux](#)
- [Souverainisme](#)
- [Souveraineté alimentaire](#)
- [Taxe Lauré](#)
- [Taxe Tobin](#)
- [Tourisme équitable](#)



Voir aussi

[[modifier](#)]

- [Anarchisme](#)
- [Anationalisme](#)
- [Antimondialisation](#)
- [Démocratie parlementaire](#)
- [Fédéralisme européen](#)
- [Féminisme](#)
- [Hyperglobalisme](#)
- [Inégalités des richesses dans le monde](#)
- [Internationalisme](#)
- [Libéralisme économique](#)
- [Libre échange](#)
- [Mondialisation](#)
- [Mondialisation économique](#)
- [Mondialisme](#)
- [Néolibéralisme](#)
- [Socialisme](#)



Rencontres

[[modifier](#)]

- [Forum des peuples](#)
- [Forum social européen](#)
- [Forum social mondial](#)
- [Larzac 2003](#)
- [Porto Alegre](#)



Actions

[[modifier](#)]

- [Lutte anti-OGM](#) au nom du [Principe de précaution](#)
- Dénonciation de la [Dégradation des termes de l'échange](#)
- Lutte contre le [formatage musical](#)
- Lutte contre la [malbouffe](#) . [Slow Food](#)
- Actions [antipubs](#)
- Récupération des espaces publics, [masses critiques](#)
- Appels à l'utilisation des [Logiciels Libres](#)
- [Campagne pour l'annulation de la dette du Tiers-monde](#)
- Plate-forme contre les Paradis fiscaux et judiciaires



Acteurs

[[modifier](#)]

- [Organisations se revendiquant altermondialistes](#)
- [Personnalité altermondialiste](#)
- [Écrivain altermondialiste](#)



Repères

[[modifier](#)]

- [Manifeste de Porto Alegre](#)
- [Chronologie de l'altermondialisme](#)
- [Polémiques autour de l'altermondialisation](#)
- [Liste d'articles sur l'altermondialisme](#)



Ressources

[[modifier](#)]

- [Bibliographie de l'altermondialisation](#)
- [Filmographie de l'altermondialisme](#)
- [Médias de l'altermondialisation](#)
- [Webographie de l'altermondialisation](#)

Conclusion

L'altermondialisation se présente comme un ensemble hétérogène œuvrant pour un autre monde. Comme les sujets du monde sont vastes, les thèmes abordés par l'altermondialisme reflètent les différents aspects de la vie de la planète, ce qui donne généralement une impression de diversité mal organisée. Souvent, il est difficile de savoir ce que veulent les altermondialistes, quelles sont leurs revendications, si elles sont du domaine de l'utopie ou si elles sont applicables, à moins de faire des recherches spécifiques sur tel ou tel sujet précis. Les alternatives, les réussites existent mais manquent de visibilité tant sur la scène médiatique que politique. C'est peut-être une des faiblesses majeure du mouvement qui le fait apparaître à l'heure actuelle comme disparu ou n'ayant jamais existé. Les altermondialistes veulent changer le monde mais ne veulent pas prendre le pouvoir, avoir de l'influence sans chercher la légitimité, avoir de la popularité sans chercher la puissance. Ils se positionnent davantage comme un contre-pouvoir qui vise à faire changer le fonctionnement du monde. Or, pour réussir, ils ont besoin, d'un point de vue strictement communicationnel, de pouvoir exposer clairement et simplement leurs revendications.

Pour ce faire, il est donc nécessaire à un moment donné de pouvoir classer et structurer les propositions. Comme, il n'y a pas d'instance supérieure de l'altermondialisation pour décider si telle ou telle proposition est applicable, valable, on se retrouve souvent face à une profusion de suggestions. Il faudrait donc créer un système : un site Internet paraît le meilleur outil de communication, car toutes les propositions pourraient être présentées, classées, analysées par les altermondialistes eux-mêmes. Le fonctionnement d'un site contributif de type Wikipédia serait un outil idéal pour arriver à ce type de structure. Il permettrait à la fois l'expression de tous les membres du mouvement (ainsi que les non-membres, la critique faisant aussi partie des aspirations des altermondialistes) et la visibilité des thèses altermondialistes sans qu'un petit nombre de personnes impose pour autant sa vision ou sa volonté. Cette visibilité permettrait de diffuser les idées altermondialistes de façon à faire prendre conscience aux différents citoyens du monde des problèmes de notre monde et des solutions envisagées pour y remédier. Un tel site devrait refléter le mouvement et ne pas être celui d'une organisation, puisqu'aucune organisation ne peut parler au nom des altermondialistes. Ce site serait bien évidemment traduit dans les différentes langues de la planète, encore une fois, sur le même principe que Wikipédia.

Un autre monde est possible ; les alternatives existent. Il s'agit maintenant de les faire connaître afin de pouvoir les mettre en œuvre.

Bibliographie

s.d. Sans Date

p.c. Page Consultée le

- Action Consommation s.d., *Déchets ménagers, mieux vaut prévenir que guérir*,
http://www.actionconsommation.org/publication/article.php?id_article=0255,
p.c. 29/04/06.
- ATTAC 2001, <http://www.france.attac.org/a3993>, p.c. 06/05/06.
- BIHR, Alain & CHESNAIS, François 2005, *A bas la propriété privée !*, in Manière de voir n°83 octobre-novembre 2005
Pour changer le monde, p38-41.
- BOUGUERRA, Larbi 2006, *Les biens communs*, in *100 propositions du Forum social mondial 2005*, France,
ed. Charles Léopold Mayer, p157.
- BLIN, Arnaud 2006, *Paix et démilitarisation* in *100 propositions du Forum social mondial 2005*, France,
ed. Charles Léopold Mayer, p105.
- CHEYNET, Denis 2003, *Automobile et décroissance* in *Objectif Décroissance. Vers une société harmonieuse*,
France, e.d. Parangon, coll Silence, p. 201.
- DOLLE, Nathalie Citation tirée de : 2006, *La communication, droits et alternatives*, in *100 propositions du
Forum social mondial 2005*, France, ed. Charles Léopold Mayer, p216.
- EQUITERRE 1999, *Définition du commerce équitable*,
http://infos.equiterre.com/article.php?id_article=11, p.c. 01/02/06.
- FSM 2001, *La charte des principes du Forum social mondial*,
http://www.forumsocialmundial.org.br/main.php?id_menu=4&cd_language=3,
Porto Alegre, p. c. 04/05/06.
- GÉOCITIES s.d., *Sommet de Seattle*,
<http://www.geocities.com/militantarchief/archives/00/47/Seat.html>, p.c.
02/04/06.
- GUIHÉNEUF, Pierre-Yves 2006, *La question des savoirs*, in *100 propositions du Forum social mondial 2005*,
France, ed. Charles Léopold Mayer, p13.
- HERNANDEZ, Andreas 2006, *Ethique, cosmovision et spiritualités*, in *100 propositions du Forum social mondial
2005*, France, ed. Charles Léopold Mayer, p229.
- HORS AGCS s.d., <http://www.portail-hors-agcs.org/>, p.c. 04/05/06.
- HOUTARD, François 2003, *Que penser de La mondialisation ?*, Namur, ed. Fidélité, p1-10.
- KAUL, Inge 2005, *La révolution des biens publics globaux*, in Manière de voir n°83 octobre-
novembre 2005 *Pour changer le monde*, p46-48.
- KLECK, Véronique 2006, *La communication, droits et alternatives*, in *100 propositions du Forum social
mondial 2005*, France, ed. Charles Léopold Mayer, p205.

- KIRCHNER, Nestor Citation tirée de : s.d., *Renationalisation et résiliation du contrat avec le Groupe Suez pour Aguas Argentinas*, in *El Correo*, http://www.elcorreo.eu.org/article.php3?id_article=3043, p.c. 19/04/06.
- LAROUSSE 2005, *Le Petit Larousse Illustré 2006*, France, Larousse.
- Libération 2005 8 décembre, *Wikipédia, encyclopédie à lire avec des pincettes*, par Laurent MAURIAC, <http://www.liberation.fr/page.php?Article=343349>, p.c. 03/05/06.
- MAC KENZIE, Caroline 2006, *Diversité, pluralité et identités*, in *100 propositions du Forum social mondial 2005*, France, ed. Charles Léopold Mayer, p179.
- MASSIAH, Gustave 2005, *Le mouvement altermondialisation et les forums sociaux*, <http://alternatives-international.net/article11.html>, p.c. 30/03/06.
- Organisation Internationale du Travail s.d., *Base de données sur les normes internationales du travail* <http://www.oit.org/ilolex/french/convdisp1.htm>, p.c. 04/05/06.
- PIGNARRE, Philippe 2003, *Pour une maîtrise des dépenses de santé*, in *Politis* 16 octobre 2003, <http://www.politis.fr/article723.html>, p.c. 21/04/06.
- RALSTON SAUL, John 2005, *La mondialisation, Vie et mort d'une idéologie* in *Courrier International* n°779, 6-12 octobre 2005, p 46-51.
- REFORM CAMPAIGN 2004, *Reformes du système des institutions internationales pour rendre un autre monde possible. Déclaration de Londres 1^{er} avril 2004*, Londres, http://www.reformcampaign.net/london/declaracio_london.php?lg=fra, p.c. 01/05/06.
- SMIERS, Joost 2005, *Plaidoyer pour l'abolition des droits d'auteur*, in *Manière de voir* n°83 octobre-novembre 2005 *Pour changer le monde*, p42-45.
- TESTART, Jacques et alii 2003, *Réflexions pour un monde vivable*, Les petits livres n°50, France, ed. Mille et une nuits, p101.
- WIKIPÉDIA a, s.d., *Altermondialisme*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Altermondialisme>, p.c. janvier à mai 2006
- b, s.d., *Déclaration universelle des droits de l'homme*, http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9claration_universelle_des_Droits_de_l'Homme, p.c. 04/05/06.
- c, s.d., *Mondialisation*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Mondialisation>, p.c. 02/04/06.
- d, s.d., *Portail de l'altermondialisme*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Portail:Altermondialisme>, p.c. janvier à mai 2006
- e, s.d., *Wikipédia*, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Wikipedia>, p.c. 03/05/06.
- WWF s.d., *Empreinte écologique*, http://www.wwf.fr/developpement_durable/missions.php?mission_id=34 p.c. 04/05/06.

Table des matières

<i>Introduction</i>	1
A. Altermondialisation	2
I. La mondialisation	2
II. Origines et définition de l'altermondialisation	3
A. Origines	3
B. Définition	4
III. La classification de l'altermondialisme	6
A. L'Économie	7
1. Le Commerce & L'Industrie	7
2. L'Agriculture	9
3. La Finance	10
4. La Fiscalité	11
B. Les Droits Humains Fondamentaux	11
1. La Protection Sociale	12
a. La Santé	13
b. L'Emploi	13
c. Le Logement	14
C. L'Environnement	14
1. Les Ressources Naturelles	15
2. L'Énergie	15
3. Les déchets	16
D. Le Savoir	17
1. L'Éducation & la Recherche	17
2. La Culture & la Spiritualité	20
3. L'Information & la Communication	22
E. L'Ordre Mondial	24
1. Les Biens Communs Mondiaux	24
2. Les Institutions Mondiales	26
3. La Démocratie	27
4. La Justice et la Paix	29
5. La Solidarité Internationale	30
B. L'altermondialisme appliqué à Wikipédia	31
I. Le fonctionnement de Wikipédia	31
A. La contribution à l'élaboration de contenus	32
B. Les avantages et inconvénients de cette démarche	32
II. Critiques et propositions	34
A. La page <i>altermondialisme</i>	34
B. Le portail <i>altermondialisation</i>	37
Conclusion	40
Bibliographie	41